



**Organe subsidiaire de mise en œuvre  
Quarante et unième session  
Lima, 1<sup>er</sup>-8 décembre 2014**

Point 18 b) de l'ordre du jour provisoire

**Questions administratives, financières et institutionnelles  
Exécution du budget de l'exercice biennal 2014-2015**

**Exécution du budget de l'exercice biennal 2014-2015  
au 30 juin 2014**

**Note de la Secrétaire exécutive**

*Résumé*

Le présent document rend compte de l'exécution du budget des fonds d'affectation spéciale administrés par le secrétariat au cours des six premiers mois de l'exercice biennal 2014-2015. Il a pour objet d'informer les Parties de l'état des recettes et des dépenses ainsi que des résultats obtenus au 30 juin 2014. À cette date, 12,6 millions d'euros avaient été reçus, soit 51,4 % du montant indicatif total des contributions au budget de base attendues pour 2014. Les contributions volontaires reçues se chiffraient à 0,4 million de dollars des États-Unis au titre du Fonds d'affectation spéciale pour la participation au processus de la Convention et à 9,6 millions de dollars au titre du Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires. À ce stade, 47,1 % environ du budget de base pour 2014-2015 avaient été dépensés. Au total, 9,6 millions de dollars avaient été affectés à différents projets au titre du Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires et 2,4 millions de dollars avaient été dépensés au titre du Fonds d'affectation spéciale pour la participation au processus de la Convention afin de permettre aux Parties remplissant les conditions requises de prendre part aux sessions. Ce document contient aussi des informations sur la situation du Fonds d'affectation spéciale du mécanisme pour un développement propre, du Fonds d'affectation spéciale pour le relevé international des transactions et du Fonds d'affectation spéciale pour la contribution annuelle spéciale du Gouvernement allemand et sur les dépenses d'appui aux programmes. Il fournit enfin des renseignements sur les ressources humaines et sur l'exécution des programmes.



## Table des matières

|  | <i>Paragraphes</i> | <i>Page</i> |
|--|--------------------|-------------|
| I. Introduction .....  | 1–3                | 3           |
| A. Mandat .....  | 1                  | 3           |
| B. Objet de la note .....  | 2                  | 3           |
| C. Mesures que pourrait prendre l’Organe subsidiaire de mise en œuvre .....  | 3                  | 3           |
| II. Rapport sur les recettes et les dépenses .....   | 4–25               | 3           |
| A. Fonds d’affectation spéciale pour le budget de base de la Convention.....   | 4–9                | 3           |
| B. Fonds d’affectation spéciale pour la participation au processus<br>de la Convention .....                             | 10–12              | 6           |
| C. Fonds d’affectation spéciale pour les activités complémentaires .....   | 13–16              | 7           |
| D. Fonds d’affectation spéciale du mécanisme<br>pour un développement propre .....                                       | 17–18              | 8           |
| E. Fonds d’affectation spéciale pour le relevé international<br>des transactions .....                                   | 19–20              | 9           |
| F. Fonds d’affectation spéciale pour la contribution annuelle spéciale<br>du Gouvernement allemand (Fonds de Bonn) ..... | 21–22              | 10          |
| G. Dépenses d’appui aux programmes .....   | 23–25              | 11          |
| III. Exécution des programmes .....  | 26–103             | 12          |
| A. Direction exécutive et gestion.....   | 28–33              | 12          |
| B. Atténuation, données et analyses .....  | 34–41              | 14          |
| C. Financement, technologie et renforcement des capacités .....  | 42–45              | 16          |
| D. Adaptation .....  | 46–54              | 18          |
| E. Mécanismes pour un développement durable .....  | 55–61              | 20          |
| F. Affaires juridiques .....   | 62–67              | 21          |
| G. Services des affaires de la Conférence.....   | 68–80              | 22          |
| H. Communications et sensibilisation .....   | 81–90              | 24          |
| I. Services des technologies de l’information .....  | 91–96              | 26          |
| J. Services administratifs .....   | 97–103             | 27          |
| IV. Informations supplémentaires .....   | 104                | 28          |
| Annexes  |                    |             |
| I. Human resources .....   |                    | 29          |
| II. Projects and events funded from the Trust Fund for Supplementary Activities<br>in the biennium 2014–2015.....        |                    | 33          |
| III. Programme performance data for the period from 1 January 2014<br>to 30 June 2014 .....                              |                    | 38          |

## I. Introduction

### A. Mandat

1. La Conférence des Parties et la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto (CMP) ont, dans les décisions 27/CP.19 et 10/CMP.9, approuvé le budget-programme de l'exercice biennal 2014-2015 et la Conférence des Parties a prié la Secrétaire exécutive de lui faire rapport, à sa vingtième session, sur les recettes et l'exécution du budget et de proposer tout ajustement qu'il pourrait être nécessaire d'apporter au budget-programme.

### B. Objet de la note

2. Le présent document fait le point des recettes et de l'exécution du budget des fonds d'affectation spéciale administrés par le secrétariat au 30 juin 2014. Il convient de le lire en parallèle avec le document FCCC/SBI/2013/6/Add.1, où figure le programme de travail biennal du secrétariat pour 2014-2015, et le document FCCC/SBI/2014/INF.23 sur l'état des contributions au 15 novembre 2014. Il contient aussi des renseignements sur les ressources humaines et l'exécution des programmes.

### C. Mesures que pourrait prendre l'Organe subsidiaire de mise en œuvre

3. L'Organe subsidiaire de mise en œuvre (SBI) pourrait prendre note des renseignements présentés et arrêter les mesures à prévoir dans les projets de décision sur les questions administratives et financières qui seront soumis pour adoption à la Conférence des Parties à sa vingtième session et à la CMP à sa dixième session.

## II. Rapport sur les recettes et les dépenses

### A. Fonds d'affectation spéciale pour le budget de base de la Convention

4. Dans les décisions mentionnées au paragraphe 1 ci-dessus, la Conférence des Parties et la CMP ont approuvé un budget total de 54,6 millions d'euros pour l'exercice biennal 2014-2015 (voir le tableau 1).

Tableau 1

#### Budget-programme de base approuvé et recettes pour l'exercice biennal 2014-2015

|   | 2014 (EUR)        | 2015 (EUR)        | Total (EUR)       |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|
| Dépenses afférentes aux programmes                                | 23 456 787        | 24 644 318        | 48 101 105        |
| Dépenses d'appui aux programmes                                   | 3 049 387         | 3 203 761         | 6 253 148         |
| Ajustement de la réserve de trésorerie                            | 182 852           | 111 379           | 294 231           |
| <b>Total du budget-programme de base approuvé</b>                 | <b>26 689 026</b> | <b>27 959 458</b> | <b>54 648 484</b> |
| Contributions selon le barème indicatif                           | 24 522 088        | 25 792 520        | 50 314 608        |
| Solde inutilisé des contributions d'exercices antérieurs (report) | 1 400 000         | 1 400 000         | 2 800 000         |
| Contributions du gouvernement du pays hôte                        | 766 938           | 766 938           | 1 533 876         |
| <b>Total des recettes</b>   | <b>26 689 026</b> | <b>27 959 458</b> | <b>54 648 484</b> |

5. Le tableau 2 fait apparaître les recettes effectives du Fonds d'affectation spéciale pour le budget de base de la Convention pour les six premiers mois de 2014, soit 21,7 millions d'euros. Ce montant comprend pour l'essentiel 12,6 millions d'euros de contributions versées selon le barème indicatif par les Parties pour 2014, un solde de fonds provenant d'exercices financiers antérieurs (report de l'exercice 2012-2013) de 8 millions d'euros et des contributions volontaires du gouvernement du pays hôte de 766 938 euros.

Tableau 2

**Recettes du budget de base au 30 juin 2014**

|  | <i>2014 (EUR)</i> |
|--|-------------------|
| Report de l'exercice 2012-2013 <sup>a, b</sup>                                 | 8 059 190         |
| Montant indicatif des contributions pour 2014 – Convention                     | 8 999 655         |
| Montant indicatif des contributions pour 2014 – Protocole de Kyoto             | 3 611 264         |
| Contributions volontaires du gouvernement du pays hôte                         | 766 938           |
| Contributions pour des années ultérieures reçues à l'avance <sup>a</sup>       | 113 190           |
| Recettes accessoires et économies sur des exercices antérieurs <sup>a, c</sup> | 184 858           |
| <b>Total des recettes<sup>d</sup></b>  | <b>21 735 095</b> |

<sup>a</sup> Le taux de change retenu le cas échéant (1 dollar É.-U. = 0,736 euro) est le taux de change officiel de l'ONU au 30 juin 2014.

<sup>b</sup> La Conférence des Parties, par sa décision 27/CP.19, a approuvé un prélèvement de 2,8 millions d'euros sur les soldes ou contributions inutilisés (reports) d'exercices financiers antérieurs afin de couvrir une partie du budget de l'exercice biennal 2014-2015.

<sup>c</sup> Les intérêts accumulés au 30 juin 2014 n'avaient pas encore été versés sur les comptes au moment de l'établissement du présent document.

<sup>d</sup> La réserve de trésorerie s'établit à 2 200 012 euros.

6. Au 30 juin 2014, sur les 196 Parties à la Convention et sur les 192 Parties au Protocole de Kyoto, 122 n'avaient pas versé leur contribution pour 2014.

7. Le tableau 3 fait apparaître le budget de base approuvé pour 2014 par programme ainsi que les dépenses pour les six premiers mois de 2014. Au 30 juin 2014, les dépenses se chiffraient à 11,04 millions d'euros, soit 47,1 % du budget de base approuvé pour 2014.

Tableau 3

**Budget de base approuvé pour 2014 et dépenses par programme au 30 juin 2014**

|   | <i>Budget<br/>(EUR)</i> | <i>Dépenses<br/>(EUR)</i> | <i>Dépenses<br/>en pourcentage<br/>du budget<br/>approuvé</i> |
|---|-------------------------|---------------------------|---|
| <i>A. Programme</i>                                       |                         |                           |   |
| Direction exécutive et gestion                            | 2 255 945               | 1 160 455                 | 51,4  |
| Atténuation, données et analyses                          | 6 723 151               | 2 864 621                 | 42,6  |
| Financement, technologie<br>et renforcement des capacités | 2 747 990               | 1 314 405                 | 47,8  |
| Adaptation  | 2 478 449               | 949 495                   | 38,3  |
| Mécanismes pour un développement durable                  | 552 174                 | 269 002                   | 48,7  |
| Affaires juridiques                                       | 1 352 010               | 556 662                   | 41,2  |
| Services des affaires de la Conférence                    | 1 711 631               | 1 052 024                 | 61,5  |

|   | <i>Budget<br/>(EUR)</i> | <i>Dépenses<br/>(EUR)</i> | <i>Dépenses<br/>en pourcentage<br/>du budget<br/>approuvé</i> |
|---|-------------------------|---------------------------|---|
| Communication et sensibilisation  | 1 611 090               | 755 680                   | 46,9  |
| Services liés aux technologies de l'information                                 | 2 949 246               | 1 554 307                 | 52,7  |
| <i>B. Dépenses de fonctionnement à l'échelle<br/>du secrétariat<sup>a</sup></i> | 1 753 803               | 567 959                   | 32,4  |
| <b>Total partiel (A + B)</b>  | <b>24 135 489</b>       | <b>11 044 610</b>         | <b>45,8</b>   |
| Moins: Dividende exceptionnel d'efficacité                                      | 678 702                 |                           |   |
| <b>Total<sup>b</sup></b>  | <b>23 456 787</b>       | <b>11 044 610</b>         | <b>47,1</b>   |

<sup>a</sup> Les dépenses de fonctionnement à l'échelle du secrétariat sont gérées par le programme des services administratifs.

<sup>b</sup> Non compris les dépenses d'appui aux programmes et l'ajustement de la réserve de trésorerie.

8. Le tableau 4 présente le budget de base approuvé pour 2014 et les dépenses au 30 juin 2014 par objet de dépense. Les «dépenses de personnel» comprennent les traitements et les dépenses communes de personnel, les traitements du personnel engagé pour une période de courte durée et du personnel temporaire ainsi que le coût des heures supplémentaires. Les concours extérieurs (particuliers et institutions) sont groupés sous la rubrique «consultants». Les frais de voyage du personnel envoyé en mission sont dissociés de ceux des experts participant à des ateliers et à des consultations informelles. Les «frais généraux de fonctionnement» comprennent les paiements de biens et de services aux fournisseurs et d'autres dépenses courantes (services de télécommunications, etc.). Les «subventions et contributions» englobent les sommes versées pour la gestion des locaux de Bonn à l'Unité centrale chargée des services communs, qui fournit des services logistiques et administratifs au secrétariat, ainsi que la contribution annuelle au budget du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC).

Tableau 4

**Budget de base approuvé pour 2014 et dépenses par objet de dépense au 30 juin 2014**

| <i>Objet de dépense</i>                    | <i>Budget<br/>(EUR)</i> | <i>Dépenses<br/>(EUR)</i> | <i>Dépenses<br/>en pourcentage<br/>du budget<br/>approuvé</i> |
|--|-------------------------|---------------------------|---|
| Dépenses de personnel                      | 18 153 314              | 7 796 921                 | 43,0  |
| Consultants                                | 989 859                 | 541 110                   | 54,7  |
| Groupes d'experts                          | 891 668                 | 610 586                   | 68,5  |
| Frais de voyage du personnel               | 744 115                 | 390 341                   | 52,5  |
| Frais généraux de fonctionnement           | 2 502 645               | 1 210 855                 | 48,4  |
| Subventions et contributions               | 853 888                 | 494 797                   | 57,9  |
| <b>Total partiel</b>                       | <b>24 135 489</b>       | <b>11 044 610</b>         | <b>45,8</b>   |
| Moins: Dividende exceptionnel d'efficacité | 678 702                 |                           |   |
| <b>Total<sup>a</sup></b>                   | <b>23 456 787</b>       | <b>11 044 610</b>         | <b>47,1</b>   |

<sup>a</sup> Non compris les dépenses d'appui aux programmes et l'ajustement de la réserve de trésorerie.

9. Les seules dépenses qui soient restées en deçà du taux d'exécution idéal de 50 % au 30 juin 2014 sont les dépenses de personnel et les frais généraux de fonctionnement. Les dépenses de personnel devraient augmenter dans les six prochains mois du fait du règlement des indemnités pour frais d'études pour l'année scolaire et universitaire 2013-2014. Le fait que les frais généraux de fonctionnement soient apparemment moins importants que prévu résulte d'un dividende exceptionnel d'efficacité de 3 %. Le pourcentage réel de dépenses est de 49,9 %. Les dépenses de consultants affichent un taux d'exécution supérieur à 50 %, ce qui tient au fait qu'il a été fait appel à un nombre plus élevé que prévu de consultants et de missions de conseil institutionnelles au cours du premier semestre. Les dépenses liées aux groupes d'experts sont importantes car il y a eu plusieurs réunions d'organes constitués au titre de la Convention et du Protocole de Kyoto, ainsi que des ateliers de formation et des réunions d'examen. Le taux élevé d'exécution constaté au titre des frais de voyage du personnel est proportionnel au nombre de réunions et d'ateliers organisés hors du secrétariat au cours de la période considérée. La subvention au GIEC a déjà été versée pour l'ensemble de l'année. Par conséquent, le pourcentage de dépenses au titre des «subventions et contributions» dépasse le taux idéal de 50 %.

## **B. Fonds d'affectation spéciale pour la participation au processus de la Convention**

10. Le Fonds d'affectation spéciale pour la participation au processus de la Convention soutient financièrement, à l'aide de contributions volontaires, la participation de représentants des pays en développement parties et des pays parties en transition sur le plan économique qui remplissent les conditions requises aux sessions de la Conférence des Parties, de la CMP et de leurs organes subsidiaires. Il s'agit des Parties dont le produit intérieur brut (PIB) par habitant ne dépassait pas 14 000 dollars des États-Unis en 2011 d'après les statistiques publiées par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Ce plafond est porté à 18 000 dollars pour les petits États insulaires en développement et pour les Parties dont des représentants siègent au Bureau. Les Parties qui sont membres de l'Union européenne n'ont pas la possibilité de bénéficier de ce soutien, quel que soit leur PIB par habitant.

11. Le tableau 5 fait apparaître les recettes et les dépenses au titre du Fonds d'affectation spéciale pour la participation au processus de la Convention au 30 juin 2014. Les contributions volontaires reçues par le secrétariat au cours de la période considérée se sont établies à 0,4 million de dollars. Compte tenu des contributions reçues à ce jour, ainsi que du solde reporté de l'exercice 2012-2013, des intérêts et des recettes accessoires, les recettes totalisent 5,3 millions de dollars.

12. Les dépenses engagées au cours des six premiers mois de l'exercice biennal 2014-2015 pour couvrir la participation de représentants des Parties remplissant les conditions requises à deux sessions se sont chiffrées à 2,4 millions de dollars, ce qui laisse un solde positif de 2,4 millions de dollars, non compris la réserve opérationnelle de 0,5 million de dollars. Ce solde, auquel pourraient s'ajouter d'autres contributions volontaires éventuelles au Fonds d'affectation spéciale, servira à financer la participation de représentants des Parties remplissant les conditions requises à la vingtième session de la Conférence des Parties et à la dixième session de la CMP. Les contributions volontaires reçues en 2014 se chiffraient à 0,4 million de dollars au 30 juin 2014. Des contributions supplémentaires seront nécessaires pour financer la participation de représentants des Parties remplissant les conditions requises en 2015. Le volume des contributions devra nettement augmenter par rapport à l'année en cours pour que le niveau de participation en 2015 soit semblable à celui de 2014 et des années précédentes. Les Parties pouvant prétendre à un financement qui sont en mesure de le faire peuvent choisir de ne pas

solliciter un soutien financier auprès du Fonds d'affectation spéciale pour la participation au processus de la Convention. Cela permettrait d'allouer les fonds disponibles aux Parties ayant le plus besoin d'un soutien

Tableau 5

**Situation du Fonds d'affectation spéciale pour la participation au processus de la Convention au 30 juin 2014**

(En dollars des États-Unis)

|  |                  |
|--|------------------|
| <i>Recettes</i>  |                  |
| Report de l'exercice 2012-2013   | 4 826 768        |
| Contributions volontaires reçues en 2014   | 384 152          |
| Intérêts <sup>a</sup>  | 0                |
| Recettes accessoires   | 62 554           |
| <b>Total des recettes</b>  | <b>5 273 474</b> |
| <i>Dépenses</i>  |                  |
| Frais de voyage de 181 participants à la deuxième session de l'ADP (4 <sup>e</sup> partie)   | 762 770          |
| Frais de voyage de 207 participants à la quarantième session du SBI et du SBSTA, et à la deuxième session de l'ADP (5 <sup>e</sup> partie) | 1 349 728        |
| Dépenses d'appui aux programmes  | 274 624          |
| <b>Total des dépenses</b>  | <b>2 387 122</b> |
| À déduire: Réserve de trésorerie   | 520 887          |
| <b>Solde</b>   | <b>2 365 465</b> |

*Abréviations:* ADP = Groupe de travail spécial de la plate-forme de Durban pour une action renforcée, SBI = Organe subsidiaire de mise en œuvre, SBSTA = Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique.

<sup>a</sup> Les intérêts accumulés au 30 juin 2014 n'avaient pas encore été versés sur les comptes au moment de l'établissement du présent document.

### C. Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires

13. Plusieurs activités de base continuent d'être financées par les contributions volontaires des Parties au Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires, ce qui permet au secrétariat d'exécuter plus efficacement le programme de travail de l'exercice biennal en cours, y compris l'appui aux négociations dans le cadre du Groupe de travail spécial de la plate-forme de Durban pour une action renforcée (ADP).

14. Le tableau 6 indique les recettes et les dépenses du Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires au 30 juin 2014.

15. Des contributions volontaires d'un montant de 6,5 millions de dollars ont été reçues au cours de la période considérée. Parmi les autres sources de recettes du Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires, il convient de mentionner le solde reporté de l'exercice biennal 2012-2013, les droits et redevances perçus au titre de l'application conjointe, les remboursements aux donateurs, les intérêts créditeurs et les recettes accessoires, soit 48,6 millions de dollars au total au 30 juin 2014.

16. Les dépenses engagées au titre du Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires se chiffraient à 9,6 millions de dollars au 30 juin 2014. Le solde inutilisé de 36,5 millions de dollars ainsi que toutes les autres contributions volontaires éventuellement reçues serviront à financer les projets et activités en cours (figurant au tableau 17), notamment des projets menés dans de multiples domaines au titre de la Convention et du Protocole de Kyoto (adaptation, financement de l'action climatique, établissement de rapports, appui aux négociations, technologie, etc.). Les recettes disponibles au titre du Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires ne sont pas toutes allouées à des projets. Certaines sont conservées à la demande des Parties donatrices pour être affectées ultérieurement.

Tableau 6

**Situation du Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires au 30 juin 2014**

(En dollars des États-Unis)

|  |                   |
|--|-------------------|
| <i>Recettes</i>  |                   |
| Report de l'exercice 2012-2013                           | 42 104 203        |
| Contributions volontaires reçues en 2014                 | 6 473 507         |
| Droits et redevances au titre de l'application conjointe | 35 000            |
| Intérêts <sup>a</sup>                                    | 0                 |
| Remboursements aux donateurs                             | (117 577)         |
| Recettes accessoires                                     | 73 953            |
| <b>Total des recettes</b>                                | <b>48 569 086</b> |
| <i>Dépenses</i>  |                   |
| Dépenses   | 8 478 003         |
| Dépenses d'appui aux programmes                          | 1 095 433         |
| <b>Total des dépenses</b>                                | <b>9 573 436</b>  |
| À déduire: Réserve de trésorerie                         | 2 500 000         |
| <b>Solde</b>   | <b>36 495 650</b> |

<sup>a</sup> Les intérêts accumulés au 30 juin 2014 n'avaient pas encore été versés sur les comptes au moment de l'établissement du présent document.

#### **D. Fonds d'affectation spéciale du mécanisme pour un développement propre**

17. Le tableau 7 indique les recettes et les dépenses du Fonds d'affectation spéciale du mécanisme pour un développement propre au 30 juin 2014. Les recettes pour l'exercice biennal 2014-2015, d'un montant de 197,3 millions de dollars, comprennent principalement le solde des fonds reporté de l'exercice précédent, de 193,9 millions de dollars, et des droits et redevances perçus au titre du mécanisme pour un développement propre (MDP) de 3,4 millions de dollars.

18. Au 30 juin 2014, les dépenses engagées se montaient à 15 millions de dollars, ce qui laissait un solde inutilisé de 182,3 millions de dollars, ou 137,3 millions de dollars après comptabilisation de la réserve de trésorerie de 45 millions de dollars. Le Conseil exécutif



du MDP suit la situation de près, en particulier dans l'optique d'un fonctionnement durable du CDM à l'avenir, et rendra compte à la CMP.

Tableau 7  
**Situation du Fonds d'affectation spéciale du mécanisme pour un développement propre au 30 juin 2014**  
 (En dollars des États-Unis)

|  |                    |
|--|--------------------|
| <i>Recettes</i>  |                    |
| Report de l'exercice 2012–2013   | 193 940 704        |
| Droits et redevances perçus au titre du mécanisme pour un développement propre | 3 365 929          |
| Intérêts <sup>a</sup>  | 0                  |
| Remboursements de droits et redevances   | (299 398)          |
| Recettes accessoires   | 355 410            |
| <b>Total des recettes</b>  | <b>197 362 645</b> |
| <i>Dépenses</i>  |                    |
| Dépenses   | 13 335 219         |
| Dépenses d'appui aux programmes  | 1 732 755          |
| <b>Total des dépenses</b>  | <b>15 067 974</b>  |
| À déduire: Réserve de trésorerie   | 45 000 000         |
| <b>Solde</b>   | <b>137 294 671</b> |

<sup>a</sup> Les intérêts accumulés au 30 juin 2014 n'avaient pas encore été versés sur les comptes au moment de l'établissement du présent document.

## E. Fonds d'affectation spéciale pour le relevé international des transactions

19. Les recettes du Fonds d'affectation spéciale pour le relevé international des transactions au 30 juin 2014 sont présentées au tableau 8. Elles se chiffraient à 7,4 millions d'euros pour 2014 et comprenaient pour l'essentiel 5,4 millions d'euros reportés de l'exercice biennal précédent et 1,9 million d'euros de droits d'utilisation, soit 69,9 % des droits à percevoir en 2014.

Tableau 8  
**Recettes du Fonds d'affectation spéciale pour le relevé international des transactions au 30 juin 2014**  
 (En euros)

|  |  |
|--|--|
| <i>Recettes</i>  |  |
| Report de l'exercice 2012-2013 <sup>a</sup>  |  |
| Droits d'utilisation du relevé international des transactions pour 2014                  |  |
| Recettes accessoires et économies réalisées sur des exercices antérieurs <sup>a, b</sup> |  |
| <b>Total des recettes<sup>c</sup></b>  |  |

<sup>a</sup> Le taux de change retenu le cas échéant (1 dollar É.-U. = 0,736 euro) est le taux de change officiel de l'ONU au 30 juin 2014.

<sup>b</sup> Les intérêts accumulés au 30 juin 2014 n'avaient pas encore été versés sur les comptes au moment de l'établissement du présent document.

<sup>c</sup> La réserve de trésorerie s'établit à 227 970 euros.

20. Le tableau 9 fait apparaître le budget approuvé pour 2014 par objet de dépense ainsi que les dépenses engagées au titre du Fonds d'affectation spéciale pour le relevé international des transactions au 30 juin 2014. Pour des renseignements plus détaillés sur l'exécution du budget du relevé international des transactions (RIT), voir le rapport annuel de l'administrateur du RIT établi en application du Protocole de Kyoto.

Tableau 9

**Budget approuvé pour 2014 et dépenses engagées au titre du Fonds d'affectation spéciale pour le relevé international des transactions par objet de dépense au 30 juin 2014**

| <i>Objet de dépense</i>  | <i>Budget<br/>(EUR)</i> | <i>Dépenses<br/>(EUR) du budget approuvé</i> | <i>Dépenses<br/>en pourcentage</i> |
|--|-------------------------|--|------------------------------------|
| Dépenses de personnel  | 733 730                 | 276 387                                      | 37,7                               |
| Services contractuels et consultants                                   | 1 516 403               | 720 316                                      | 47,5                               |
| Groupes d'experts  | 10 000                  | 7 801  | 78,0                               |
| Frais de voyage du personnel   | 25 000                  | 0  | 0                                  |
| Frais généraux de fonctionnement et contributions aux services communs | 145 500                 | 10 626                                       | 7,3                                |
| <b>Total<sup>a</sup></b>   | <b>2 430 633</b>        | <b>1 015 130</b>                             | <b>41,8</b>                        |

<sup>a</sup> Non compris les dépenses d'appui aux programmes et l'ajustement de la réserve de trésorerie.

**F. Fonds d'affectation spéciale pour la contribution annuelle spéciale du Gouvernement allemand (Fonds de Bonn)**

21. En offrant d'accueillir le secrétariat de la Convention à Bonn, le Gouvernement allemand s'est engagé à verser au secrétariat une contribution annuelle spéciale de 1,8 million d'euros. Au 30 juin 2014, la contribution pour 2014 avait été intégralement versée. Les contributions au Fonds d'affectation spéciale pour la contribution annuelle spéciale du Gouvernement allemand (Fonds de Bonn) ont été utilisées pour couvrir les frais d'organisation des sessions qui ont eu lieu à Bonn pendant la période considérée.

22. Le tableau 10 fait apparaître les recettes et les dépenses du Fonds de Bonn en 2014 à la date du 30 juin 2014. Déduction faite de dépenses totalisant 1,7 million d'euros et de la réserve de trésorerie de 241 200 euros, le solde inutilisé du fonds se chiffre à 84 833 euros, montant qui devrait être intégralement dépensé d'ici à la fin de 2014.

Tableau 10  
**Situation du Fonds de Bonn au 30 juin 2014**  
 (En euros)

|  |                  |
|--|------------------|
| <i>Recettes</i>  |                  |
| Report de l'exercice 2012–2013 <sup>a</sup>                      | 242 070          |
| Contributions  | 1 789 522        |
| Économies réalisées sur des exercices antérieurs <sup>a, b</sup> | 146              |
| <b>Total des recettes</b>  | <b>2 031 738</b> |
| <i>Dépenses</i>  |                  |
| Appui aux conférences  | 1 217 196        |
| Appui informatique aux conférences                               | 276 623          |
| Part des coûts liés aux services communs                         | 15 654           |
| Dépenses d'appui aux programmes                                  | 196 232          |
| <b>Total des dépenses</b>  | <b>1 705 705</b> |
| À déduire: Réserve de trésorerie                                 | 241 200          |
| <b>Solde</b>   | <b>84 833</b>    |

<sup>a</sup> Le taux de change retenu le cas échéant (1 dollar É.-U. = 0,736 euro) est le taux de change officiel de l'ONU au 30 juin 2014.

<sup>b</sup> Les intérêts accumulés au 30 juin 2014 n'avaient pas encore été versés sur les comptes au moment de l'établissement du présent document.

## G. Dépenses d'appui aux programmes

23. En application des procédures financières de l'ONU, des frais généraux (13 %) sont prélevés sur tous les fonds d'affectation spéciale de la Convention pour financer les services administratifs. La plupart de ces services sont assurés par le secrétariat (programme «Services administratifs»). Les services centraux – vérification des comptes, états de paie, placements des fonds, services de trésorerie et services liés à l'administration de la justice – fournis par l'ONU doivent être remboursés à l'Organisation.

24. Le tableau 11 indique l'état des dépenses d'appui aux programmes. Au 30 juin 2014, les recettes se chiffraient à 21,5 millions de dollars et comprenaient un report de fonds de 16,2 millions de dollars de l'exercice biennal précédent, des recettes au titre des dépenses d'appui aux programmes de 5,3 millions de dollars et des économies réalisées sur des exercices antérieurs de 19 082 dollars.

25. Au cours de la période considérée, 5,95 millions de dollars ont été utilisés pour financer les dépenses de personnel et d'autres frais. Ce montant inclut l'essentiel des sommes dues au titre des services rendus par l'Office des Nations Unies à Genève (ONUG) pour le second semestre de 2013, mais au 30 juin 2014 les sommes dues à ce titre pour les six premiers mois de 2014 n'avaient pas encore été payées. Déduction faite de la réserve de trésorerie de 1,1 million de dollars, le solde inutilisé du compte spécial des dépenses d'appui aux programmes s'établit à 14,5 millions de dollars. Il est à noter que le solde de ce fonds spécial a diminué de 0,7 million de dollars depuis le début de l'exercice biennal 2014-2015. Les causes de cette baisse sont notamment la décision de financer sur ce fonds quatre postes qui étaient imputés sur le budget de base, décision prise lors de l'approbation

du budget de 2014-2015, et la mise en œuvre des Normes comptables internationales pour le secteur public.

Tableau 11

**Situation du compte spécial des dépenses d'appui aux programmes au 30 juin 2014**

(En dollars des États-Unis)

|   |                   |
|---|-------------------|
| <i>Recettes</i>   |                   |
| Report de l'exercice 2012-2013  | 16 183 618        |
| Montant prélevé sur les fonds d'affectation spéciale au titre des dépenses d'appui aux programmes | 5 339 178         |
| Économies réalisées sur des exercices antérieurs  | 19 082            |
| <b>Total des recettes</b>   | <b>21 541 878</b> |
| <i>Dépenses</i>   |                   |
| Dépenses de personnel du secrétariat  | 4 170 631         |
| Autres dépenses du secrétariat  | 1 260 156         |
| Services rendus par l'Organisation des Nations Unies  | 522 001           |
| <b>Total des dépenses</b>   | <b>5 952 788</b>  |
| À déduire: Réserve de trésorerie  | 1 073 608         |
| <b>Solde<sup>a</sup></b>  | <b>14 515 482</b> |

<sup>a</sup> Les intérêts accumulés au 30 juin 2014 n'avaient pas encore été versés sur les comptes au moment de l'établissement du présent document.

### III. Exécution des programmes

26. L'exécution des programmes repose sur le programme de travail de l'exercice biennal 2014-2015 et sur les mandats confiés au secrétariat après la présentation de ce programme de travail. Il convient donc de lire ce chapitre en parallèle avec le document FCCC/SBI/2013/6/Add.1, qui présente les grandes lignes du programme de travail.

27. Les sections ci-après donnent un bref aperçu des fonctions liées à chaque programme, indiquent si les résultats attendus du programme de travail de l'exercice biennal sont en passe d'être obtenus et récapitulent les activités qui ont contribué à l'accomplissement des objectifs assignés au secrétariat.

#### A. Direction exécutive et gestion

28. La fonction générale du programme «Direction exécutive et gestion» consiste à définir une orientation stratégique, garantir la cohérence globale des travaux du secrétariat et entretenir une coopération et des partenariats stratégiques avec d'autres organisations, dont celles du système des Nations Unies, et avec les principaux acteurs intervenant dans le processus lié aux changements climatiques.

29. Le programme a apporté un soutien stratégique et organisationnel aux efforts déployés par les présidents et le Bureau de la Conférence des Parties et de la CMP pour faciliter une issue favorable à la vingtième session de la Conférence des Parties et à la dixième session de la CMP et préparer la vingt et unième session de la Conférence des Parties et la onzième session de la CMP. Au cours de la période considérée, trois réunions

du Bureau ont été organisées, ainsi qu'une série de réunions avec les futurs présidents. L'unité chargée de la stratégie de mise en œuvre a coordonné l'appui du secrétariat à l'ADP et à ses deux réunions de mars et juin 2014, ainsi qu'à la bonne organisation d'une série de réunions d'experts techniques et d'un forum sur les expériences et les bonnes pratiques des municipalités et collectivités territoriales ayant trait à l'adaptation et à l'atténuation, comme l'en avait prié la Conférence des Parties à sa dix-neuvième session<sup>1</sup>.

30. Afin d'améliorer l'impact et l'efficacité des activités du secrétariat et de l'appui qu'il fournit aux Parties, la Secrétaire exécutive a continué de s'employer à regrouper d'importantes initiatives de changement organisationnel en un cadre stratégique cohérent axé sur les résultats qui s'articule autour de trois piliers (le facteur humain, les processus et l'impact).

31. Concernant le pilier «impact», le secrétariat a défini des mesures précises propres à donner plus de retentissement à ses travaux, notamment en appuyant la mise en place des institutions et des mécanismes convenus et en renforçant les partenariats stratégiques avec la société civile et d'autres parties prenantes. Parmi les activités réalisées, on peut citer notamment l'intensification de la collaboration avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), le Bureau du Pacte mondial de l'ONU et d'autres entités du système des Nations Unies dans les domaines de la science, de l'adaptation et des effets des changements climatiques sur la santé des populations. Le secrétariat a également étendu son action de sensibilisation et sa coopération au sein du système des Nations Unies dans le domaine de la neutralité climatique, principalement en appuyant les initiatives visant à réduire les émissions, mais aussi en offrant la possibilité de compenser celles-ci à l'aide des crédits de réduction certifiée d'émissions du Fonds pour l'adaptation. Le programme a également fourni un appui stratégique au Cabinet du Secrétaire général de l'ONU en prévision du sommet de 2014 sur le climat et a étroitement collaboré avec le Secrétariat de l'ONU pour aider le groupe de travail ouvert chargé d'élaborer le projet d'objectifs de développement durable pour le programme de développement de l'après-2015.

32. Concernant le pilier «processus» du cadre stratégique, le programme «Direction exécutive et gestion» s'est attaché à mieux orienter et soutenir diverses initiatives visant à améliorer l'efficacité du fonctionnement du secrétariat. Il s'agit notamment des mesures suivantes:

a) La rationalisation des activités de gestion exécutive, notamment des processus de prise de décision du personnel d'encadrement, des mécanismes de responsabilisation, ainsi que des missions exécutives et des activités de sensibilisation;

b) L'élargissement de la plate-forme de collaboration du secrétariat et la mise en place de systèmes clefs, notamment un système électronique de traitement des documents officiels, un nouveau portail pour les communications des Parties et des espaces de collaboration virtuelle avec les intervenants extérieurs;

c) Le renforcement des capacités des services des technologies de l'information et de la communication (TIC), notamment par l'amélioration de la gouvernance et de la planification stratégique, soutenus par une évaluation externe indépendante dont les résultats seront présentés d'ici à la fin 2014;

d) Une coopération étroite avec les partenaires allemands afin de consolider le rôle de Bonn en tant que lieu de réunion, notamment en adoptant un accord-cadre sur l'utilisation du Centre de conférence international de Bonn, de faire en sorte que ce Centre soit achevé en temps voulu pour les sessions de juin 2015 et d'assurer une meilleure intégration de l'ensemble des services des réunions au complexe des Nations Unies à Bonn.

<sup>1</sup> FCCC/ADP/2013/3, par. 30 c) i) et d).

33. S'agissant du pilier «facteur humain», le programme «Direction exécutive et gestion» a pris des mesures pour accroître la motivation et le bien-être du personnel dans la période à venir, au cours de laquelle la charge de travail devrait être particulièrement lourde jusqu'à la fin 2015. Des efforts ont été déployés pour communiquer plus efficacement au personnel la teneur des délibérations et des décisions en matière de gestion. Dans le cadre de ces efforts, l'équipe de gestion, en concertation avec l'ensemble du personnel, a arrêté une nouvelle vision d'ensemble et de nouveaux descriptifs de mission. Les responsabilités ont été réorganisées au sein du programme afin d'accorder une plus grande attention aux questions de gestion interne (relations entre le personnel et l'administration, communication interne, gestion du changement, bien-être du personnel, etc.). Pierre angulaire de la stratégie du secrétariat relative aux ressources humaines, le nouveau référentiel de compétences mis en place servira de cadre de référence intégré pour le recrutement, le perfectionnement du personnel, le suivi du comportement professionnel et la planification de la relève (organisation des carrières). En ce qui concerne les activités d'apprentissage, les domaines d'intervention ont été maintenus, notamment le développement des compétences de gestion pour les cadres moyens et supérieurs, et la formation des superviseurs et du personnel à l'évaluation et à la gestion efficaces des résultats.

## **B. Atténuation, données et analyses**

34. Le programme «Atténuation, données et analyses» appuie le processus intergouvernemental concernant les activités d'atténuation des pays développés parties et des pays en développement parties, des questions sectorielles telles que l'initiative REDD-plus<sup>2</sup>, les activités liées à l'utilisation des terres, au changement d'affectation des terres et à la foresterie (UTCATF), l'agriculture, les combustibles de soute, ainsi que l'impact de la mise en œuvre des mesures de riposte. Ce programme facilite les processus de mesure, de notification et de vérification au titre de la Convention et l'examen des informations et des données fournies par toutes les Parties dans leurs communications nationales, leurs inventaires des gaz à effet de serre (GES) et d'autres communications pertinentes. Il contribue également à fournir une assistance technique aux Parties non visées à l'annexe I pour l'élaboration de leurs communications nationales et de leurs rapports biennaux actualisés.

35. Le programme soutient activement les négociations se rapportant à l'atténuation dans le cadre de l'ADP, l'accent étant mis sur cet aspect dans l'accord de 2015 et le plan de travail destiné à rehausser le niveau d'ambition des efforts d'atténuation. Dans le secteur d'activité<sup>3</sup>, le programme encadre l'appui à prévoir sur les questions se rapportant à l'atténuation et le processus d'examen et de préparation des contributions prévues des Parties déterminées au niveau national, conformément à la décision 1/CP.19. Il soutient aussi les négociations se rapportant à la transparence en matière d'atténuation tant pour les pays développés que pour les pays en développement dans le cadre de l'ADP et les programmes de travail connexes entrepris dans le cadre du SBI et du SBSTA. Au titre du

<sup>2</sup> Démarches générales et mesures d'incitation positive pour tout ce qui concerne la réduction des émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts dans les pays en développement, et rôle de la préservation et de la gestion durable des forêts et du renforcement des stocks de carbone forestiers dans les pays en développement.

<sup>3</sup> Conformément à la décision 2/CP.18 Faire avancer la plate-forme de Durban, les travaux dans le cadre de l'ADP sont répartis en deux secteurs d'activités: l'un se rapportant aux questions liées aux paragraphes 2 à 6 de la décision 1/CP.17. (point 3 a) de l'ordre du jour), et l'autre aux questions liées aux paragraphes 7 et 8 de la décision 1/CP.17. (point 3 b) de l'ordre du jour).

secteur d'activité 2<sup>4</sup>, le programme encadre l'appui fonctionnel aux réunions d'experts techniques et procède à des analyses techniques.

36. Dans le cadre de son action de facilitation des processus de mesure, de notification et de vérification au titre de la Convention, le programme a lancé, le 1<sup>er</sup> janvier 2014, le processus d'évaluation et d'examen au niveau international pour les Parties visées à l'annexe I de la Convention (Parties visées à l'annexe I) (notamment la présentation et l'examen de leurs rapports biennaux) et a contribué aux préparatifs des consultations et analyses internationales pour les Parties non visées à l'annexe I de la Convention (Parties non visées à l'annexe I) (notamment la présentation et l'examen de leurs rapports biennaux actualisés). En vue de la mise en œuvre du processus d'évaluation et d'examen au niveau international, le secrétariat a coordonné 16 examens dans les pays et deux examens centralisés (portant sur 10 Parties) des informations communiquées par les Parties visées à l'annexe I et prévoit de réaliser les examens restants d'ici à la fin 2014. La planification du premier cycle d'évaluation multilatérale qui aura lieu à la quarante et unième session du SBI a bien progressé.

37. Le programme a continué à coordonner le processus d'examen annuel des inventaires des GES et des informations supplémentaires des Parties visées à l'annexe I, ainsi que diverses activités connexes, telles que l'appui aux travaux du Comité de contrôle du respect des dispositions du Protocole de Kyoto, la formation à dispenser aux experts chargés des examens (y compris un séminaire de perfectionnement) et l'élaboration de nouveaux cours de formation. Pour que les inventaires des GES soient présentés conformément aux dernières directives scientifiques en la matière, le programme, en collaboration avec le programme des services des technologies de l'information, a lancé une nouvelle version du logiciel du cadre commun de présentation (CRF) le 30 juin 2014. Il a continué à mettre à jour les systèmes et processus informatiques, tels que l'entrepôt de données de la Convention, le RIT et la base de données de compilation et de comptabilisation, en prévision de la deuxième période d'engagement du Protocole de Kyoto.

38. L'établissement et la présentation des communications nationales et des rapports biennaux actualisés des Parties non visées à l'annexe I ont été soutenus par l'organisation de deux réunions du Groupe consultatif d'experts des communications nationales des Parties non visées à l'annexe I de la Convention (le Groupe consultatif d'experts) et l'exécution d'un large éventail d'activités de nature technique et de renforcement des capacités menées par ce Groupe, notamment l'élaboration d'une note de réflexion et de supports pédagogiques destinés au programme de formation des experts techniques inscrits au fichier d'experts de la Convention pour procéder à l'analyse technique des rapports biennaux actualisés des Parties non visées à l'annexe I dans le cadre du processus de consultations et analyses internationales. En collaboration avec le programme des services des technologies de l'information, le programme «Atténuation, données et analyses» a lancé le 25 avril 2014 une version mise à niveau du logiciel relatif aux inventaires des GES des Parties non visées à l'annexe I en offrant en sus une formation in situ à l'utilisation du logiciel à 71 experts nationaux de Parties non visées à l'annexe I, ainsi qu'une formation à distance à 215 experts en Afrique et dans la région Amérique latine et Caraïbes.

39. Au cours de la période considérée, le programme a installé une version améliorée du registre des mesures d'atténuation appropriées au niveau national (MAAN), qui intègre des fonctionnalités permettant de faciliter la mise en concordance de l'appui à fournir à ces mesures. En outre, le programme met en œuvre un projet de sensibilisation visant à promouvoir la visibilité et l'utilisation de cette plate-forme. Au 30 juin 2014, le registre

---

<sup>4</sup> Voir la note de bas de page 3 ci-dessus.

affichait 47 MAAN, 10 offres d'appui et deux opérations d'appariement de l'appui offert avec les mesures consignées.

40. Le programme a contribué aux travaux de la Conférence des Parties, de la CMP et de leurs organes subsidiaires sur toutes sortes de sujets méthodologiques et scientifiques. Il convient de mentionner en particulier la négociation des directives révisées concernant l'examen et l'établissement de rapports pour les Parties visées à l'annexe I (notamment sur les questions relatives aux articles 5, 7 et 8 du Protocole de Kyoto, et sur les communications nationales au titre de la Convention), de nombreuses questions relatives à l'initiative REDD-plus, au secteur UTCATF et à l'agriculture, les émissions imputables aux transports aériens et maritimes internationaux et les paramètres de mesure communs. Des activités concrètes sont également à signaler: organisation d'une réunion d'experts sur les démarches non fondées sur le marché permettant de soutenir les activités REDD-plus, préparation de l'examen des informations présentées par les pays en développement parties afin de soutenir la mise en œuvre de l'initiative REDD-plus, renforcement des échanges d'informations sur cette initiative entre les Parties et les autres intervenants au moyen de la plate-forme Web REDD.

41. Le programme a soutenu les travaux des Parties concernant l'impact de la mise en œuvre des mesures de riposte. L'examen des travaux du forum sur l'impact des mesures de riposte mises en œuvre, conformément au paragraphe 5 de la décision 8/CP.17, a donné lieu à l'adoption d'une conclusion et une compilation des observations des Parties sur cette question a été établie à la quarantième session des organes subsidiaires.

### C. Financement, technologie et renforcement des capacités

42. Le programme «Financement, technologie et renforcement des capacités» soutient les Parties, en particulier les Parties non visées à l'annexe I, dans la mise en œuvre de la Convention et du Protocole de Kyoto, notamment les négociations menées dans le cadre du SBI, du SBSTA, de la Conférence des Parties, de la CMP et de l'ADP dans les domaines du financement, de la mise au point et du transfert de technologies, du renforcement des capacités, ainsi que de l'éducation, de la formation et de la sensibilisation du public. Le programme coordonne également l'appui du secrétariat au SBSTA, en veillant au bon déroulement de ses travaux.

43. Au cours de la période considérée, le programme a appuyé l'organisation de deux réunions du Comité permanent du financement<sup>5</sup> et la mise en œuvre de son plan de travail pour 2014-2015<sup>6</sup>, y compris l'organisation de son deuxième forum d'échange d'informations, qui a eu lieu en juin 2014 à l'occasion du Forum des partenaires des fonds d'investissement climatique de 2014<sup>7</sup>, la réalisation de la première évaluation biennale faisant le point des flux financiers dans le domaine de l'action en faveur du climat<sup>8</sup>, ainsi que les contributions d'experts au cinquième examen du Mécanisme financier. Il a aussi organisé, en avril 2014, un séminaire en ligne et, en juin 2014, le premier atelier de session sur le financement à long terme<sup>9</sup> prévu dans la décision 3/CP.19<sup>10</sup>. Le programme a continué de gérer et de tenir à jour le portail de la Convention consacré au financement<sup>11</sup>,

<sup>5</sup> Voir <http://unfccc.int/6881.php>.

<sup>6</sup> FCCC/CP/2013/8, annexe VIII.

<sup>7</sup> Voir <https://unfccc.int/8138.php> et <https://unfccc.int/7552.php>.

<sup>8</sup> Voir <http://unfccc.int/8034.php>.

<sup>9</sup> Voir <http://unfccc.int/6814.php>.

<sup>10</sup> Voir <http://unfccc.int/8168.php>. On trouvera plus de renseignements sur le programme de travail relatif au financement à long terme à l'adresse <http://unfccc.int/7421.php>.

<sup>11</sup> Voir <http://unfccc.int/pls/apex/f?p=116:1:1273473751496967>.



y compris la présentation des sixièmes communications nationales et des premiers rapports biennaux des pays développés parties. Par ailleurs, il est resté en rapport avec le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) sur diverses questions, qu'il s'agisse de la sixième opération de reconstitution des ressources du FEM ou d'activités relatives aux changements climatiques engagées au titre de la Caisse du FEM, et a procédé à des échanges réguliers avec le Fonds vert pour le climat.

44. Le programme a aidé à organiser une réunion du Comité exécutif de la technologie (CET)<sup>12</sup>, ainsi qu'un atelier consacré aux technologies d'adaptation<sup>13</sup>, et à élaborer et exécuter le plan de travail glissant du Comité pour 2014-2015. Il a également apporté un appui à six équipes spéciales créées par le CET pour mettre en œuvre son plan de travail dans divers domaines thématiques, en établissant des documents d'information et en facilitant la participation de représentants d'organisations ayant le statut d'observateur, dont des organisations non gouvernementales (ONG) de défense de l'environnement, des ONG indépendantes et spécialisées dans la recherche, des ONG des milieux commerciaux et industriels et des organisations intergouvernementales aux travaux de trois équipes spéciales du CET. Pour soutenir le fonctionnement du Mécanisme technologique de façon cohérente, le programme a continué de collaborer étroitement avec le PNUE, qui héberge le Centre et le Réseau des technologies climatiques. Il a mis à jour et géré la plate-forme d'information technologique dans le cadre du mécanisme d'échange TT:CLEAR et y a ajouté de nouvelles fonctions, dont des pages Web sur les évaluations des besoins technologiques et les entités nationales désignées et un nouveau portail technologique contenant plus de 600 «feuilles de route» pour la technologie et une centaine de dossiers techniques.

45. Le programme «Financement, technologie et renforcement des capacités» a organisé la troisième réunion du Forum de Durban sur le renforcement des capacités<sup>14</sup> et le deuxième dialogue sur l'article 6 de la Convention<sup>15</sup>, a mis au point et lancé le portail en ligne de la Convention sur le renforcement des capacités<sup>16</sup> et a facilité la mise en œuvre du programme de travail de Doha relatif à l'article 6 de la Convention par les moyens suivants: perfectionner et promouvoir le réseau d'information sur les changements climatiques CC:iNet<sup>17</sup>; coordonner l'Alliance des Nations Unies pour l'éducation, la formation et la sensibilisation aux changements climatiques<sup>18</sup> et l'Initiative des Nations Unies pour un cadre commun concernant les enfants, les jeunes et les changements climatiques<sup>19</sup>; et contribuer aux travaux du Comité interinstitutions pour la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable<sup>20</sup> et du Réseau interinstitutions des Nations Unies pour l'épanouissement des jeunes<sup>21</sup>. Afin d'accroître la mobilisation des jeunes, le programme a continué de mettre au point le portail consacré à la jeunesse sur le CC:iNet<sup>22</sup> et a coordonné la traduction et la promotion d'une publication commune<sup>23</sup>.

<sup>12</sup> Voir [http://unfccc.int/tclear/pages/tclear/templates/render cms\\_page?s=TEM\\_TEC\\_meetings](http://unfccc.int/tclear/pages/tclear/templates/render cms_page?s=TEM_TEC_meetings).

<sup>13</sup> Voir [http://unfccc.int/tclear/pages/tclear/templates/tclear/templates/render cms\\_page?s=events\\_workshops\\_adaptationtechs](http://unfccc.int/tclear/pages/tclear/templates/tclear/templates/render cms_page?s=events_workshops_adaptationtechs).

<sup>14</sup> Voir [http://unfccc.int/cooperation\\_and\\_support/capacity\\_building/items/8121.php](http://unfccc.int/cooperation_and_support/capacity_building/items/8121.php).

<sup>15</sup> Voir [http://unfccc.int/cooperation\\_and\\_support/education\\_and\\_outreach/items/8210.php](http://unfccc.int/cooperation_and_support/education_and_outreach/items/8210.php).

<sup>16</sup> Voir <http://unfccc.int/capacitybuilding/core/activities.html>.

<sup>17</sup> Voir [http://unfccc.int/cc\\_inet/cc\\_inet/items/3514.php](http://unfccc.int/cc_inet/cc_inet/items/3514.php).

<sup>18</sup> Voir [http://unfccc.int/cooperation\\_and\\_support/education\\_and\\_outreach/items/7403.php](http://unfccc.int/cooperation_and_support/education_and_outreach/items/7403.php).

<sup>19</sup> Diverses activités et manifestations sont à signaler, dont des séances d'information de haut niveau avec les présidents et vice-présidents des organes de négociation et un dialogue virtuel avec le Secrétaire général de l'ONU.

<sup>20</sup> Voir <http://bit.ly/19wJgEy>.

<sup>21</sup> Voir <http://undesadspd.org/Youth/UNInterAgencyNetworkonYouthDevelopment.aspx>.

<sup>22</sup> Voir [http://unfccc.int/cc\\_inet/cc\\_inet/youth\\_portal/items/6578.php](http://unfccc.int/cc_inet/cc_inet/youth_portal/items/6578.php).

Par ailleurs, le programme a présenté chaque semaine sur les pages Facebook et Twitter de la Convention les activités des Parties et d'autres intervenants liées au renforcement des capacités, à l'article 6 de la Convention et à l'égalité des sexes dans le contexte des changements climatiques.

## D. Adaptation

46. Le programme «Adaptation» aide les Parties, en particulier les pays en développement parties, à évaluer, élaborer et exécuter des plans, des politiques et des mesures d'adaptation visant à réduire la vulnérabilité, à accroître la résilience et à améliorer l'assise scientifique de la politique internationale dans le domaine du climat et de l'action relative aux changements climatiques, notamment en facilitant l'examen du caractère adéquat de l'objectif global à long terme et en contribuant à la prise en compte des données scientifiques, des travaux de recherche et de l'observation systématique. Le programme apporte un appui aux délibérations et aux négociations intergouvernementales sur ces questions et sur la vision commune d'une action concertée à long terme.

47. Au cours de la période considérée, le programme a facilité la mise en œuvre du Cadre de l'adaptation de Cancún en appuyant:

a) Les travaux du Comité de l'adaptation<sup>24</sup>, créé afin de promouvoir de manière cohérente la mise en œuvre de l'action renforcée pour l'adaptation au titre de la Convention. Le Comité de l'adaptation a considérablement avancé dans l'exécution de son plan de travail, qu'il s'agisse de la collaboration avec des organismes et des réseaux régionaux, de la planification de l'adaptation au niveau national ou du suivi et de l'évaluation de l'action engagée dans ce domaine;

b) Les travaux sur les démarches visant à remédier aux pertes et préjudices liés aux incidences des changements climatiques dans les pays en développement qui sont particulièrement exposés aux effets néfastes de ces changements, notamment les travaux du Comité exécutif du Mécanisme international de Varsovie relatif aux pertes et préjudices liés aux incidences des changements climatiques<sup>25</sup>;

c) Le processus d'élaboration et de mise en œuvre des plans nationaux d'adaptation<sup>26</sup> par les pays les moins avancés et les autres pays en développement parties intéressés, selon les besoins, notamment en rassemblant les vues des Parties et des organisations compétentes sur l'expérience qu'elles ont acquises dans l'application des lignes directrices initiales pour l'élaboration de plans nationaux d'adaptation, ainsi que toute autre information concernant la formulation et l'exécution de tels plans<sup>27</sup>. Une réunion technique sur les plans nationaux d'adaptation, qui a eu lieu du 24 au 26 février 2014, a également bénéficié d'un soutien.

48. Une aide a été apportée au Groupe d'experts des pays les moins avancés (Groupe d'experts des PMA) pour l'exécution de son programme de travail<sup>28</sup> et, en particulier, pour l'organisation de sa vingt-cinquième réunion, qui s'est tenue les 27 et 28 février 2014<sup>29</sup>. Une aide lui a également été fournie en vue de mobiliser un large éventail d'organisations

<sup>23</sup> Disponible à l'adresse [http://unfccc.int/cc\\_inet/cc\\_inet/six\\_elements/public\\_awareness/items/3529.php?displayPool=1584](http://unfccc.int/cc_inet/cc_inet/six_elements/public_awareness/items/3529.php?displayPool=1584).

<sup>24</sup> Voir [unfccc.int/6053](http://unfccc.int/6053).

<sup>25</sup> Voir [unfccc.int/6989](http://unfccc.int/6989) et [unfccc.int/7585](http://unfccc.int/7585).

<sup>26</sup> Voir [unfccc.int/6057](http://unfccc.int/6057).

<sup>27</sup> FCCC/SBI/2014/4.

<sup>28</sup> Voir [unfccc.int/7984](http://unfccc.int/7984).

<sup>29</sup> FCCC/SBI/2014/4.

dans différentes disciplines pour contribuer à la mise en œuvre de son programme de travail.

49. La poursuite des efforts visant à mobiliser toute une gamme de parties prenantes à l'appui du programme de travail de Nairobi sur les incidences des changements climatiques et la vulnérabilité et l'adaptation à ces changements s'est traduite par une augmentation du nombre des organismes partenaires du programme de travail de Nairobi et de leurs engagements à agir<sup>30</sup>.

50. L'équipe d'appui du secrétariat, sous la direction du Président du SBSTA, s'est concertée et a collaboré avec les Parties, les organismes partenaires, des spécialistes de l'adaptation et des experts dans le cadre du programme de travail de Nairobi pour partager de façon constructive des informations et des connaissances sur les activités d'adaptation pertinentes réalisées et les enseignements à retenir, notamment en organisant une réunion commune avec le Comité de l'adaptation et en mettant régulièrement à jour les diverses bases de données en ligne du programme de travail de Nairobi<sup>31</sup>. Par ailleurs, le secrétariat a poursuivi la publication d'une série de bulletins trimestriels (*eUpdate*)<sup>32</sup>, pour que toutes les parties prenantes soient informées des activités relatives au programme de travail de Nairobi ainsi que l'élaboration du rapport semestriel donnant un aperçu de l'état d'avancement des activités entreprises au titre de ce programme<sup>33</sup>.

51. Dans le domaine des sciences et de la recherche, un appui a été apporté aux négociations menées dans le cadre du SBSTA et du SBI sur l'examen du caractère adéquat de l'objectif global à long terme pour la période 2013-2015 et sur les progrès d'ensemble accomplis dans la réalisation de cet objectif<sup>34</sup>. Le programme a organisé la troisième réunion du dialogue structuré entre experts sur l'examen de la période 2013-2015, tenue pendant la quarantième session du SBSTA, qui a permis aux Parties d'échanger des vues avec les experts du GIEC sur les principales conclusions figurant dans les contributions des groupes de travail II et III au cinquième rapport d'évaluation du GIEC qui intéressent cet examen<sup>35</sup>.

52. Le programme a facilité la circulation de l'information et la communication sur les activités et les résultats des travaux de recherche ainsi que sur les besoins connexes, l'accent étant mis sur les écosystèmes comportant d'importants réservoirs de carbone et les régions polaires<sup>36</sup>. Il a organisé le sixième dialogue sur la recherche, qui s'est déroulé pendant la quarantième session du SBSTA, avec la participation de représentants de programmes et d'organismes régionaux et internationaux de recherche, du GIEC et des Parties<sup>37</sup>. Le programme a continué de faire fonction de centre de coordination pour les activités menées de concert avec le GIEC et a facilité la présentation aux Parties des conclusions essentielles figurant dans les contributions des groupes de travail II et III au cinquième rapport d'évaluation du GIEC<sup>38</sup>.

53. Le programme a soutenu les négociations menées dans le cadre de l'ADP concernant tant les aspects à long terme de l'adaptation dans le régime applicable dans le domaine du climat après 2020 (secteur d'activité I) que les travaux pertinents sur le niveau

---

<sup>30</sup> Voir le document FCCC/SBSTA/2014/INF.7 pour une vue d'ensemble des partenaires du programme de travail de Nairobi et des engagements à agir.

<sup>31</sup> Voir <http://unfccc.int/8036>.

<sup>32</sup> Voir <http://unfccc.int/7565>.

<sup>33</sup> FCCC/SBSTA/2014/INF.7.

<sup>34</sup> Voir <http://unfccc.int/6998>.

<sup>35</sup> Voir <http://unfccc.int/7521>.

<sup>36</sup> FCCC/SBSTA/2014/INF.1 et FCCC/SBSTA/2014/INF.5.

<sup>37</sup> Voir <http://unfccc.int/6793>.

<sup>38</sup> Voir <http://unfccc.int/6990>.

d'ambition à prévoir avant 2020 (secteur d'activité II), y compris en apportant un appui à une réunion technique d'experts tenue pendant la cinquième partie de la deuxième session de l'ADP.

54. Dans ses divers secteurs d'activité, le programme a collaboré avec bon nombre d'organisations multilatérales, internationales, régionales et nationales, dont le FEM, le GIEC, l'Organisation météorologique mondiale, le Système mondial d'observation du climat, le Groupe sur l'observation de la Terre, plusieurs programmes et organismes régionaux et internationaux de recherche et la Stratégie internationale des Nations Unies pour la prévention des catastrophes.

## E. Mécanismes pour un développement durable

55. Pendant la période considérée, le programme relatif aux mécanismes pour un développement durable a continué pour l'essentiel de fournir un appui fonctionnel aux deux organes chargés de superviser la mise en œuvre des mécanismes fondés sur l'exécution de projets au titre du Protocole de Kyoto, à savoir le Conseil exécutif du MDP et le Comité de supervision de l'application conjointe. Il appuie en outre les négociations intergouvernementales sur tous les aspects des démarches fondées ou non sur le marché, y compris les travaux pertinents menés dans le cadre du SBI, du SBSTA et de l'ADP. Les activités des mécanismes pour un développement durable sont financées en majorité par une part des fonds provenant du mécanisme pour un développement propre et de l'application conjointe. Seules les activités ne se rapportant ni au MDP ni à l'application conjointe sont imputées sur le budget-programme du secrétariat.

56. Des dispositions ont été prises pour trois réunions du Conseil exécutif du MDP et six réunions de ses groupes d'experts et groupes de travail. Le programme a aussi organisé et appuyé une réunion du Comité de supervision de l'application conjointe et les travaux du Comité liés au processus d'accréditation pour l'application conjointe. Les rapports annuels des deux organes réglementaires à la CMP à sa dixième session feront ressortir l'éventail des questions traitées lors des réunions.

57. Au cours de la période considérée, les travaux liés aux évaluations des projets et des entités ont diminué et la charge de travail a augmenté dans les domaines de l'établissement de niveaux de référence normalisés et de l'amélioration des méthodes<sup>39</sup>.

58. La CMP ayant demandé qu'un appui soit directement apporté aux concepteurs de projet des régions sous-représentées au MDP, les travaux portant sur un réseau de centres régionaux de collaboration du MDP se sont poursuivis. Quatre centres sont désormais opérationnels (deux en Afrique et deux en Amérique latine et aux Caraïbes). Les centres régionaux de collaboration ont axé leurs travaux sur: l'appui direct aux projets et aux programmes d'activités, 88 activités ayant ainsi progressé dans le cycle des projets; l'identification de 109 nouveaux projets potentiels, dont 38 % vont de l'avant; l'appui à 59 niveaux de référence normalisés, donnant lieu à 10 communications; l'élaboration des politiques du MDP, en vue d'améliorer le mécanisme; l'appui à un financement axé sur les résultats; et le renforcement des capacités régionales/locales<sup>40</sup>.

59. Dans le cadre du programme, huit interventions ont eu lieu à l'intention des parties prenantes, dont un atelier régional pour les autorités nationales désignées à Windhoek (Namibie), six ateliers organisés par les centres régionaux de collaboration en Afrique

<sup>39</sup> Status of CDM MAP 2014 implementation (CDM-EB80-A01). Voir <http://cdm.unfccc.int/UserManagement/FileStorage/AT5QIPYH920NKBSZEUOWDJ81GRL64M>.

<sup>40</sup> Status of CDM regional collaboration centres initiative (CDM-EB80-AA-A02). Voir <http://cdm.unfccc.int/UserManagement/FileStorage/I3UDLBCN7V9YF2SA01Z5JWPXK6RTQ4>.

– ou de concert avec eux – pour les autorités nationales désignées et les participants aux projets, en sus du forum mondial des centres régionaux de collaboration. En outre, six vidéoconférences WebEx ont été organisées pour les entités opérationnelles désignées aux fins de consultation et d'un renforcement des capacités.

60. Au cours de la période considérée, de nouveaux travaux ont été entrepris en vue d'accroître la demande d'unités de réduction certifiée des émissions (URCE) et l'utilisation du MDP, en contribuant à l'acceptation des URCE a) au titre du respect des dispositions et b) à titre volontaire. Ces travaux consistent notamment à faciliter l'annulation volontaire d'URCE, à intensifier la communication et à promouvoir l'utilisation du MDP et des URCE dans trois domaines susceptibles de créer une demande: le secteur public, le secteur privé et le recours au MDP à l'appui d'autres outils et institutions.

61. Depuis la période couverte par le rapport précédent, le Conseil exécutif du MDP a approuvé une norme<sup>41</sup> pour préciser les prescriptions relatives au champ d'application et à l'année de collecte des données qui peuvent être utilisées pour établir un niveau de référence normalisé<sup>42</sup>, les secteurs devant faire en priorité l'objet de niveaux de référence normalisés ont été identifiés et le Conseil exécutif du MDP a approuvé un plan visant à établir à l'avance des niveaux de référence normalisés selon une approche tant ascendante que descendante. Des versions révisées de documents réglementaires clefs du MDP incorporant des prescriptions applicables aux activités de projet au moyen de niveaux de référence normalisés ont été adoptées, notamment deux outils méthodologiques – pour le transport de voyageurs et le transport de marchandises – qui peuvent être utilisés pour établir des niveaux de référence normalisés ou pour estimer les émissions de référence d'une activité de projet au titre du MDP.

## F. Affaires juridiques

62. Pendant la période considérée, le programme a fourni un appui et des conseils juridiques sur des questions se rapportant à la mise en œuvre de la Convention, du Protocole de Kyoto et des résultats convenus au titre de la Feuille de route de Bali et de la Passerelle de Doha pour le climat, ainsi que sur le fonctionnement du secrétariat et du processus de la Convention.

63. Il a dispensé des avis et un soutien d'ordre juridique sur des points de procédure et de droit ayant trait aux travaux des organes subsidiaires, en sus d'un appui direct à l'examen de diverses questions inscrites à leurs ordres du jour respectifs. Concernant l'ADP, le programme a appuyé les négociations axées sur l'accord de 2015 en apportant un concours et une aide sur les plans juridique et institutionnel et en matière de procédure, notamment sur des questions de respect des dispositions.

64. Le programme a fourni un appui et des conseils juridiques concernant la poursuite de l'élaboration et de la mise en place du dispositif de suivi, de notification et de vérification au titre de la Convention, ainsi que la mise en œuvre opérationnelle du Cadre de Varsovie pour l'initiative REDD-plus et du Mécanisme international de Varsovie. Un soutien et des conseils juridiques ont été apportés aux travaux des organes constitués au titre de la Convention, notamment le Comité de l'adaptation, le Comité permanent du

<sup>41</sup> Determining coverage of data and validity of standardized baselines (CDM-EB77-A05-STAN). Voir <http://cdm.unfccc.int/UserManagement/FileStorage/Y6FJ23PVUE5TLRQA9407KG1OXCHDN>.

<sup>42</sup> Guidelines for the establishment of sector specific standardized baselines (CDM-EB65-Annex 23). Voir <http://cdm.unfccc.int/UserManagement/FileStorage/1Z2N5XPQIYJUG0D874MCHSARLB9KE>.

financement et le Comité exécutif de la technologie. Une aide a aussi été accordée au secrétariat indépendant du Fonds vert pour le climat, qui épaula le Conseil du Fonds.

65. Dans le cadre du programme, des avis juridiques ont en outre été donnés au sujet de la ratification et de l'entrée en vigueur de l'Amendement de Doha au Protocole de Kyoto, de sa mise en œuvre et de l'établissement de nouvelles règles pour la deuxième période d'engagement. Une aide a été apportée à la mise en œuvre du MDP et de l'application conjointe, aux processus institutionnels du Conseil exécutif du MDP et du Comité de supervision de l'application conjointe et à leurs structures d'appui. Cette aide a notamment pris la forme de consultations juridiques sur le registre du MDP et la question de l'annulation volontaire, et d'avis sur les règles et procédures du Conseil. Les négociations sur les mécanismes fondés sur le marché et les autres mécanismes envisagés au titre de la Convention ont également bénéficié d'un soutien et de conseils.

66. Des avis et un appui de nature juridique ont été fournis en ce qui concerne les activités du secrétariat pour veiller au respect des règles et directives de l'ONU, ainsi que des décisions de la Conférence des Parties et de la CMP, et pour défendre les intérêts du secrétariat et du processus de la Convention. Le programme a contribué en particulier à la négociation et à la conclusion de l'accord avec le pays hôte de la vingtième session de la Conférence des Parties et de la dixième session de la CMP, à savoir le Gouvernement péruvien. Des négociations ont été engagées avec le Gouvernement français concernant l'accord à conclure pour l'accueil de la vingt et unième session de la Conférence des Parties et de la onzième session de la CMP. Un appui a été apporté à la négociation et à la conclusion d'instruments juridiques pour les réunions et ateliers organisés au titre de la Convention ailleurs qu'au siège du secrétariat ainsi que pour les accords relatifs à des partenariats public-privé. Des avis ont continué d'être dispensés au sujet des activités institutionnelles et administratives du secrétariat et de ses opérations d'achat. Un appui et des avis juridiques ont également été fournis au comité local mixte de passation des marchés et au comité local mixte de contrôle du matériel de la Convention ainsi qu'à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification.

67. Dans le cadre de ses responsabilités essentielles, le programme a apporté un appui technique, administratif et logistique au Comité de contrôle du respect des dispositions, en organisant en concertation avec le Bureau du Comité une session de formation initiale à l'intention de ses membres et membres suppléants et des réunions de ses chambres et de sa plénière en mars 2014.

## **G. Services des affaires de la Conférence**

68. Le programme des services des affaires de la Conférence a pour objectif général de créer un environnement sûr, propice à la tenue des réunions organisées au titre de la Convention. Il offre tout l'éventail des installations et services de conférence qu'attendent les Parties, notamment une documentation officielle de qualité, et assure la liaison avec toutes les parties prenantes, en particulier les Parties et les organisations ayant le statut d'observateur.

69. Au cours de la période considérée, des dispositions logistiques ont été prises pour faciliter la participation des Parties et des organisations ayant le statut d'observateur aux quatrième et cinquième parties de la deuxième session de l'ADP et à la quarantième session du SBI et du SBSTA. En outre, neuf jours de réunions d'avant-session de 4 groupes de négociation et 53 rencontres bilatérales des présidents des organes respectifs avec 13 groupes de négociation ont eu lieu durant cette période. Le programme a par ailleurs apporté un appui à 51 réunions des organes constitués en prévoyant des dispositions logistiques et en facilitant la participation des Parties et des organisations ayant le statut d'observateur. Les préparatifs des sessions de l'ADP, de la Conférence des Parties, de la

CMP, du SBI et du SBSTA du second semestre de 2014 ont bien avancé pendant cette période.

70. Le programme a traité en temps opportun les documents nécessaires en prévision des sessions tenues au titre de la Convention. Il a en outre, en collaboration avec le programme des services des technologies de l'information, mis en place un système de documentation électronique pour conférer plus d'efficacité à l'élaboration et à la publication des documents.

71. Le programme a examiné au total 408 demandes de soutien financier de représentants des Parties remplissant les conditions requises en vue de faciliter leur participation aux sessions des organes créés au titre de la Convention et du Protocole de Kyoto.

72. La mise en œuvre des conclusions adoptées par le SBI durant la période 2010-2012<sup>43</sup> concernant les moyens d'associer les observateurs au processus intergouvernemental s'est poursuivie. En outre, un mode novateur de participation des observateurs – l'Expo virtuelle de l'ADP<sup>44</sup> – a été mis en place au cours de la période considérée. En mars 2014, le site de l'Expo virtuelle a fait l'objet de 37 000 consultations, soit 13 % du total des «visites» recensées sur le site Web de la Convention. Le programme a facilité la participation des observateurs à huit ateliers intersessions, a traité 57 communications adressées par des observateurs et a facilité dans 78 cas des occasions d'intervenir, dont 65 interventions à la quatrième partie de la deuxième session de l'ADP, en mars 2014, ainsi qu'à la quarantième session du SBI et du SBSTA et à la cinquième partie de la deuxième session de l'ADP, en juin 2014. Aux sessions de juin, 45 Parties et observateurs ont participé à 41 expositions (contre une trentaine à la trente-huitième session des organes subsidiaires) et 140 ont pris part à 94 manifestations parallèles (contre 79 à la trente-huitième session des organes subsidiaires). Au total, les manifestations parallèles ont réuni 4 949 personnes et le nombre de participants aux sessions de juin 2014 a avoisiné 2 800.

73. En sus des initiatives décrites en 2013<sup>45</sup>, le programme a introduit des mesures d'efficacité supplémentaires à mettre en œuvre aux vingtième et vingt et unième sessions de la Conférence des Parties et aux dixième et onzième sessions de la CMP, à savoir:

a) Lancer un système d'admission en ligne permettant la présentation simplifiée, par une interface Web, des demandes déposées par de nouvelles organisations sollicitant le statut d'observateur;

b) Mettre à niveau le système d'enregistrement en ligne pour diverses fonctions, par exemple la possibilité offerte aux participants de s'inscrire en se réclamant de deux organisations différentes.

74. Une nouvelle mise à niveau du système d'enregistrement en ligne est prévue pour le second semestre de 2014, ce qui permettra au secrétariat de communiquer plus efficacement avec les observateurs.

75. Comme suite à la recommandation du Bureau des services de contrôle interne (BSCI) de l'ONU aux responsables des conférences du secrétariat tendant à établir un véritable mécanisme pour recueillir les observations des clients sur la qualité des prestations en matière de conférence, il a été demandé aux Parties et aux organisations

<sup>43</sup> FCCC/SBI/2010/27, par. 139 à 152, FCCC/SBI/2011/7, par. 168 à 179, et FCCC/SBI/2012/15, par. 239 à 242.

<sup>44</sup> Système de téléchargement en ligne qui permet aux Parties et aux observateurs de présenter des initiatives et des projets sur des sujets ayant trait aux réunions techniques d'experts de l'ADP.

<sup>45</sup> FCCC/SBI/2013/14, par. 75.



admisses en qualité d'observateurs aux sessions de juin 2014 de participer à une enquête de satisfaction par voie électronique sur la qualité des services fournis lors de ces sessions.

76. Les réponses valides reçues de 56 Parties et 42 organisations ayant le statut d'observateur sont en cours d'analyse. Ainsi qu'il ressort d'un examen de ces réponses, 96 % environ des Parties et des organisations ayant participé à l'enquête ont jugé la qualité des services de conférence fournis globalement satisfaisante (66 %), voire très satisfaisante (30 %).

77. Par ailleurs, suivant les recommandations du BSCI, le programme élabore actuellement un manuel sur la gestion des conférences qui aidera les gouvernements des pays hôtes à organiser des réunions au titre de la Convention. Ce manuel sera pour les pays d'accueil un outil de référence essentiel présentant des informations approfondies et détaillées sur toute la gamme des questions d'organisation et de gestion et prendra en compte bon nombre des enseignements et des meilleures pratiques à retenir.

78. Au cours de la période considérée, le programme a continué d'appliquer des mesures visant à réduire l'empreinte carbone des sessions organisées au titre de la Convention: le poids des chargements effectués par le personnel à destination du lieu des conférences a par exemple été réduit de 41 % environ.

79. Le programme a poursuivi les efforts visant à réduire l'utilisation du papier pour les documents officiels. Des mesures telles que la publication en version électronique uniquement du programme quotidien des conférences organisées au titre de la Convention et le principe d'une impression limitée, à la demande, sont désormais régulièrement appliquées lors des conférences et sessions, d'où une réduction de 84 % de la consommation totale de papier. Pour améliorer encore l'accès à l'information au cours des sessions, le programme quotidien fait actuellement l'objet d'un vaste examen.

80. Des efforts ont aussi été entrepris pour que la version électronique des projets de texte négociés au cours des sessions tenues au titre de la Convention soit plus facilement accessible. Les textes de ce type sont désormais également disponibles sur une page Web spéciale durant les sessions, en sus des exemplaires sur papier qui peuvent être obtenus au comptoir de distribution des documents.

## **H. Communications et sensibilisation**

81. Le programme «Communications et sensibilisation» a pour objectif général de gérer les communications extérieures, les informations en ligne et les relations et prestations à l'intention des médias, y compris les services internes de gestion des connaissances à l'appui des processus liés à la Convention et au Protocole de Kyoto, ainsi que l'application des décisions prises aux sessions de la Conférence des Parties pour exercer un impact aussi large que possible par la promotion d'une action et d'une politique positives face aux changements climatiques.

82. Pendant la période considérée, le programme s'est attaché à relancer le site Web de la Convention et à créer en tant que page d'accueil un «espace de nouvelles»<sup>46</sup>, qui est désormais en place. Cette nouvelle page d'accueil vise à présenter des informations sur les changements climatiques et des articles sur la vaste mobilisation des gouvernements, des entreprises, des villes, des organismes des Nations Unies et de la société civile suscitée dans le domaine climatique à l'échelle planétaire.

83. Le site Web de la Convention a été enrichi par le «portail de l'initiative de coopération» de l'ADP et son aperçu des «institutions, mécanismes et dispositifs de la

---

<sup>46</sup> Voir <http://unfccc.int>.



Convention», la nouvelle section *Web Momentum for Change* (Dynamique du changement)<sup>47</sup> et la présentation rétrospective des efforts et des réalisations à mettre au compte de la Convention pour les vingt dernières années (*UNFCCC Timeline*). Durant la période considérée, 2 380 569 pages ont été consultées et 19,6 millions de documents PDF ont été téléchargés à partir du site Web de la Convention. L'application *Negotiator* de la Convention pour iPhone/iPad a fait l'objet d'environ 10 000 téléchargements. Les vidéos YouTube du secrétariat ont été visionnées 245 000 fois, soit une hausse de 20 000 pour cette période. La chaîne YouTube présente désormais 200 vidéos. Le compte Flickr du secrétariat contient 1 500 photos prises à l'occasion des conférences et des activités de communication de la Secrétaire générale, qui ont été vues au total 470 000 fois. La page Google+ du secrétariat est actuellement suivie par 5 000 utilisateurs.

84. Le programme a publié deux éditions du bulletin électronique du secrétariat en anglais et en espagnol<sup>48</sup>. La version anglaise compte environ 15 000 abonnés et la version espagnole 6 000.

85. Durant la même période, le secrétariat a affiché au total 1 222 messages sur Twitter et 825 articles sur la page Facebook de la Convention et bon nombre de ces messages ont été retransmis dans la communauté des parties prenantes. Les comptes Twitter et Facebook du secrétariat ont l'un et l'autre dépassé la barre des 100 000 abonnés.

86. Des services de retransmission sur le Web ont été assurés pour les réunions et les ateliers de plusieurs organes et groupes<sup>49</sup>, ce qui a contribué à la transparence du processus intergouvernemental. Au cours de la période considérée, plus de 61 000 utilisateurs du site Web de la Convention ont visionné des séances retransmises en ligne.

87. Le programme a continué de collaborer étroitement avec les médias pour faire mieux comprendre les changements climatiques et le processus intergouvernemental et veiller à ce que les médias en rendent compte de manière précise. Il a répondu à 190 demandes d'information, a traité 60 demandes d'entretiens avec les médias et d'articles de la Secrétaire exécutive et a établi 24 communiqués de presse, 14 alertes/conseils aux médias, 21 discours/interventions sur vidéo et deux notes de synthèse à l'intention de la presse pour présenter l'état d'avancement des négociations ou des activités de mise en œuvre. En outre, il continue de produire chaque jour des revues de presse qui donnent un aperçu des principaux articles parus au niveau mondial au sujet du processus engagé par l'ONU en matière de changements climatiques et des manifestations organisées dans ce domaine.

88. Dans le contexte de l'installation du personnel dans les nouveaux bureaux du secrétariat à Bonn (Altes Abgeordnetenhochhaus), le programme a continué de donner des consignes au sujet du transfert des dossiers au centre d'archivage prévu à cet effet. Environ 171 mètres linéaires de dossiers définitivement classés ont été transférés des bureaux des programmes vers le centre d'archivage des dossiers, 183 mètres linéaires ont été détruits et 31 demandes de prêt de dossiers ont été traitées.

89. Le programme a continué de diriger les services de communication internes au secrétariat sous la forme de services Intranet pour le partage d'informations/nouvelles et par des mises à jour à l'intention du personnel dans le bulletin interne du secrétariat, en vue notamment de promouvoir la collaboration et la concertation entre toutes les unités

<sup>47</sup> Voir [http://unfccc.int/secretariat/momentum\\_for\\_change/items/6214.php](http://unfccc.int/secretariat/momentum_for_change/items/6214.php).

<sup>48</sup> Voir [http://unfccc.int/press/news\\_room/newsletter/items/3642.php](http://unfccc.int/press/news_room/newsletter/items/3642.php).

<sup>49</sup> SBI, SBSTA, ADP, Conseil exécutif du MDP, Comité de supervision de l'application conjointe, Comité de contrôle du respect des dispositions, Comité exécutif de la technologie, Comité de l'adaptation et Comité permanent du financement.

administratives. Les éditions du bulletin ont été consultées près de 3 900 fois pendant la période considérée.

90. En 2014, la bibliothèque traditionnelle de documents papier a été supprimée au profit de bases de données électroniques en libre service permettant au personnel d'effectuer ses propres recherches. Au total, 32 bases de données sont accessibles par abonnement.

## **I. Services des technologies de l'information**

91. Le programme des services des technologies de l'information (STI) fournit au secrétariat l'infrastructure informatique et les systèmes spécialisés d'information nécessaires à l'accomplissement de son mandat. Il veille à ce que les travaux prescrits par les Parties puissent être mis à exécution, en installant et en exploitant une infrastructure d'appui fiable et sûre et des applications spécialisées en matière de technologies de l'information et de la communication (TIC). Il administre aussi l'infrastructure sous-jacente pour que le site Web de la Convention soit constamment disponible et que les Parties puissent accéder facilement à la documentation officielle, aux informations, aux données, aux délibérations et au détail des réunions.

92. En sus des tâches ordinaires de gestion, de mise à niveau et de maintenance, le programme a procédé à la mise en place des systèmes d'exploitation Windows 7 et a poursuivi le transfert des systèmes opérationnels et le déploiement de nouveaux systèmes dans un centre de données commercial. Par ailleurs, la migration vers un nouveau système de messagerie électronique a bien avancé.

93. Les travaux par programme sont définis dans les nouveaux accords-cadres conclus avec chaque programme. Ceux-ci précisent l'approche applicable, qu'il s'agisse de gérer la fourniture de services et de systèmes, de rehausser l'efficacité des prestations ou de rendre régulièrement compte aux programmes clients de l'état de réalisation des services mis en place. En outre, un nouveau mécanisme de gouvernance des TIC a été mis en place pour améliorer à l'échelle de l'organisation le contrôle des activités connexes par l'équipe de direction.

94. Le programme a maintenu en état une infrastructure de réseaux et des services fiables et sûrs en matière de technologies de l'information, ce qui a permis au secrétariat de répondre aux exigences du processus intergouvernemental. Des services ont été fournis aux sessions des organes créés en vertu de la Convention et du Protocole de Kyoto, à 33 ateliers et réunions restreintes, mais aussi aux systèmes qui résultent de mandats, parmi lesquels la base de données sur les gaz à effet de serre de la Convention, la base de données de compilation et de comptabilisation, l'interface d'accès aux données relatives aux gaz à effet de serre, les systèmes d'information du MDP et du mécanisme d'application conjointe et le registre du MDP, ainsi qu'à des systèmes à l'échelle du secrétariat tels que le système de gestion des contenus du site Web de la Convention et le système de gestion des fichiers. En outre, le contrôle technique et l'administration des contrats du RIT ont été assurés avec efficacité. Dans ce domaine, une des principales réalisations a été la mise à l'essai et l'intégration du registre de l'Union européenne dans le RIT.

95. Au premier semestre de 2014, le personnel chargé du développement des STI a contribué à plus d'une quarantaine de projets informatiques nouveaux ou d'amélioration, qui ont tous permis tant au secrétariat qu'aux parties prenantes de bénéficier de capacités nouvelles ou modernisées. Au cours de la même période, les STI ont notamment fourni: le nouveau système CRF Reporter pour la notification des inventaires des gaz à effet de serre (produit dans les délais convenus et dans les limites du budget approuvé, au terme de près de trois ans de travaux de mise au point); le nouveau portail consacré à la présentation

d'informations et d'observations au titre de la Convention; le nouveau système de diffusion électronique des documents du secrétariat; le nouveau portail FTC consacré au renforcement des capacités; le nouveau système d'admission en ligne des services des affaires de la Conférence; le nouvel espace de l'équipe virtuelle des rapports biennaux; et le nouveau système relatif à la Dynamique du changement.

96. En outre, la plate-forme de collaboration du secrétariat (fondée sur Microsoft SharePoint) a été nettement étoffée et largement adoptée, comme plate-forme de partage (sites des équipes, sites de projets, etc.) et comme référence pour des applications essentielles (présentation des rapports biennaux, registre des MAAN, outil de développement durable, portail consacré à la présentation d'informations et d'observations au titre de la Convention, etc.).

## **J. Services administratifs**

97. La fonction générale du programme des services administratifs consiste à fournir des services centralisés pour la gestion des ressources humaines et financières du secrétariat. Il est chargé à cet égard de l'élaboration des politiques et directives financières, administratives et relatives aux ressources humaines et de la fourniture des services d'achat, de gestion des locaux et installations et d'organisation des voyages.

98. Le programme a apporté au secrétariat du Fonds vert pour le climat un appui administratif sur des questions financières et budgétaires en mars 2014 et en matière de voyages en juin 2014. Pendant la période considérée, le programme a facilité les travaux du Comité des commissaires aux comptes de l'ONU aux fins de la vérification des états financiers correspondant à l'exercice clos le 31 décembre 2013. Le Comité a noté que 56 % des conclusions antérieures à l'audit avaient été intégralement appliquées, que 11 % des recommandations avaient été rendues caduques par l'évolution de la situation et que 33 % n'avaient pas été complètement mises en œuvre. L'audit portant sur 2012-2013 a abouti à trois nouvelles recommandations seulement.

99. Au 30 juin 2014, la part des femmes dans la catégorie des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur au secrétariat était de 40,5 %, soit une baisse de 1,9 % de la proportion de fonctionnaires de sexe féminin par rapport à 2013. La proportion de fonctionnaires originaires de Parties non visées à l'annexe I dans la catégorie des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur a légèrement diminué, passant de 49,3 % à 49 % au cours de la période considérée.

100. Dans le prolongement de la stratégie relative aux ressources humaines, plusieurs mesures stratégiques ont été prises pour aider à créer un milieu de travail sain: introduction d'un nouveau système pilote de suivi du comportement professionnel; mise en œuvre de stratégies en matière d'éthique et d'égalité des sexes; poursuite des efforts d'apprentissage et de perfectionnement; et mise en place d'un processus d'examen interne pour traiter plus efficacement les plaintes du personnel.

101. Durant la période considérée, 1 345 voyages ont été organisés à l'intention de participants désignés qui se sont rendus aux sessions des organes subsidiaires et de l'ADP, aux réunions des organes constitués et de leurs groupes d'étude, à des réunions d'experts, des ateliers, des missions d'examen dans les pays et à d'autres rencontres officielles au titre de la Convention et du Fonds vert pour le climat. Globalement, 89 % des dispositions prises en matière de voyage se sont traduites par une participation effective aux réunions. Dans tous les cas où des personnes désignées n'ont finalement pas pris part à une réunion, elles avaient reçu en temps voulu des titres de voyage de la part du secrétariat, mais ont fait état d'un empêchement professionnel ou personnel, de questions de santé, de problèmes de visa, ou encore de correspondances ou de vols manqués.

102. La passation des marchés dans le cadre du programme a fait l'objet de procédures de mise en concurrence économiquement rationnelles, justes et transparentes, offrant le meilleur rapport qualité-prix, conformément aux règles et directives de l'ONU et aux politiques appliquées au titre de la Convention. Durant la période considérée, le programme a traité 352 dossiers d'achat d'une valeur totalisant 8 238 223 dollars. Dans 83 % des cas (soit 58 % de la valeur totale des achats), ces dossiers faisaient l'objet d'accords existants à long terme. Pour les 60 dossiers restants, des appels d'offres ont été lancés et le montant des offres, soumissions ou propositions retenues a été *grosso modo* inférieur de 55 % à celui des offres les plus onéreuses. En moyenne, 10 offres ont été reçues en réponse à chacune de ces procédures. Près de 99 % des dossiers d'achat (348 sur un total de 352) ont été traités dans les délais fixés.

103. Le programme a coordonné la contribution du secrétariat à la conception du nouveau bâtiment annexe, que le gouvernement du pays hôte prévoit de construire d'ici à 2018 et qui sera ensuite occupé par les effectifs du secrétariat encore hébergés à ce jour en dehors du complexe des Nations Unies. Dans le cadre du programme, le secrétariat et les organismes des Nations Unies établis à Bonn ont pu aussi donner leur avis sur l'agrandissement des installations du centre de conférence adjacent au complexe des Nations Unies, chantier qui en passe d'être achevé, et les conditions d'utilisation ultérieure de ces installations ont été négociées. Par ailleurs, le programme a aussi encadré les efforts faits par le secrétariat pour parvenir à un fonctionnement neutre sur le plan climatique en rendant compte de ses émissions de gaz à effet de serre, en introduisant des mesures de réduction des émissions, notamment en matière de voyages, et en prévoyant de compenser le solde résiduel de ses émissions par l'achat et l'annulation d'URCE du Fonds pour l'adaptation.

#### **IV. Informations supplémentaires**

104. On trouvera à l'annexe I des renseignements sur les ressources humaines du secrétariat, à l'annexe II des renseignements sur les recettes et les dépenses correspondant aux activités financées à l'aide du Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires et à l'annexe III des données sur la réalisation de tous les objectifs des programmes du secrétariat.

## Annexe I

[Anglais seulement]

## Human resources

## A. Staff

1. Table 12 shows the number of approved posts and filled posts by grade and source of funding. As at 30 June 2014, of the 543 approved posts, 461 had been filled. Two of these posts were 50 per cent posts (half-time posts) and two full-time posts had been filled with part-time staff working only 50 per cent of the time, thus increasing the actual number of staff to 463. In addition, 13 Professional and 25 General Service level staff members had been hired under temporary assistance contracts, bringing the total number of staff at the secretariat to 501.

Table 12

## Approved established posts and filled posts by source of funding as at 30 June 2014

|  | ASG      | D-2      | D-1       | P-5       | P-4       | P-3         | P-2        | P-1 | Subtotal     | GS           | Total        |
|--|----------|----------|-----------|-----------|-----------|-------------|------------|-----|--------------|--------------|--------------|
| <i>Trust Fund for the Core Budget</i>  |          |          |           |           |           |             |            |     |              |              |              |
| Approved   | 1        | 3        | 7         | 14        | 34        | 37          | 17         |     | 113          | 50.5         | <b>163.5</b> |
| Filled <sup>a</sup>  | 1        | 3        | 7         | 14        | 33        | 33          | 12         |     | 103          | 47.5         | <b>150.5</b> |
| <i>Trust Fund for Supplementary Activities</i>   |          |          |           |           |           |             |            |     |              |              |              |
| Approved   |          |          |           | 3         | 5         | 19          | 23         |     | 50           | 23           | <b>73</b>    |
| Filled   |          |          |           | 2         | 3         | 10          | 14         |     | 29           | 16           | <b>45</b>    |
| <i>Trust Fund for the Clean Development Mechanism</i>  |          |          |           |           |           |             |            |     |              |              |              |
| Approved   |          |          | 2         | 4         | 20        | 50          | 61         |     | 137          | 58           | <b>195</b>   |
| Filled   |          |          | 1         | 4         | 19        | 41.5        | 54         |     | 119.5        | 45           | <b>164.5</b> |
| <i>Trust Fund for the International Transaction Log</i>  |          |          |           |           |           |             |            |     |              |              |              |
| Approved   |          |          |           |           | 2         | 3           | 1          |     | 6            | 2            | <b>8</b>     |
| Filled   |          |          |           |           | 2         | 2           | 1          |     | 5            | 1.5          | <b>6.5</b>   |
| <i>Trust Fund for the Special Annual Contribution from the Government of Germany (Bonn Fund)</i> |          |          |           |           |           |             |            |     |              |              |              |
| Approved   |          |          |           |           |           |             | 1          |     | 1            | 7            | <b>8</b>     |
| Filled   |          |          |           |           |           |             | 1          |     | 1            | 6            | <b>7</b>     |
| <i>Special account for conferences and other recoverable costs<sup>b</sup></i>                   |          |          |           |           |           |             |            |     |              |              |              |
| Approved   |          |          |           |           |           |             | 2          |     | 2            | 4            | <b>6</b>     |
| Filled   |          |          |           |           |           |             | 1          |     | 1            | 4            | <b>5</b>     |
| <i>Programme support (overhead)</i>  |          |          |           |           |           |             |            |     |              |              |              |
| Approved   |          |          | 1         | 2         | 3         | 13          | 9          |     | 28           | 61.5         | <b>89.5</b>  |
| Filled   |          |          | 1         | 2         | 3         | 13          | 8          |     | 27           | 55.5         | <b>82.5</b>  |
| <b>Total</b>   |          |          |           |           |           |             |            |     |              |              |              |
| Approved   | <b>1</b> | <b>3</b> | <b>10</b> | <b>23</b> | <b>64</b> | <b>122</b>  | <b>114</b> |     | <b>337</b>   | <b>206</b>   | <b>543</b>   |
| Filled   | <b>1</b> | <b>3</b> | <b>9</b>  | <b>22</b> | <b>60</b> | <b>99.5</b> | <b>91</b>  |     | <b>285.5</b> | <b>175.5</b> | <b>461</b>   |

*Abbreviations:* ASG = Assistant Secretary-General, D = Director, GS = General Service, P = Professional.

<sup>a</sup> Filled posts are occupied by staff members who have been awarded a fixed-term contract of one year or more and are appointed against established posts after going through the complete recruitment process, including review by the Review Board.

<sup>b</sup> These posts are in support of operating the split office premises and are funded by the Government of Germany.

2. Table 13 provides information on the geographical distribution of the staff appointed at the Professional level and above. As at 30 June 2014, Western European and other States accounted for the highest percentage (40.6 per cent) of staff appointed at the Professional level and above, whereas Eastern European and African States accounted for the lowest (both 8.7 per cent).

3. The secretariat has continued its efforts in relation to achieving a good geographical distribution and gender balance among staff at the Professional level and above. Vacancy announcements are placed in many regional and global media, covering as many Parties not included in Annex I to the Convention (non-Annex I Parties) as possible.

Table 13

**Geographical distribution of staff members appointed at the Professional level and above as at 30 June 2014<sup>a</sup>**

| <i>Grade</i>        | <i>African States</i> | <i>Asia-Pacific States</i> | <i>Latin American and Caribbean States</i> | <i>Eastern European States</i> | <i>Western European and other States</i> | <i>Total</i> |
|---------------------|-----------------------|----------------------------|--|--------------------------------|--|--------------|
| ASG                 |                       |                            | 1  |                                |  | <b>1</b>     |
| D-2                 | 1                     |                            |  |                                | 2  | <b>3</b>     |
| D-1                 | 3                     | 1                          | 1  |                                | 4  | <b>9</b>     |
| P-5                 | 4                     | 7                          | 1  | 3                              | 7  | <b>22</b>    |
| P-4                 | 4                     | 13                         | 7  | 7                              | 29                                       | <b>60</b>    |
| P-3                 | 8                     | 35                         | 10   | 6                              | 41                                       | <b>100</b>   |
| P-2                 | 5                     | 28                         | 16   | 9                              | 33                                       | <b>91</b>    |
| <b>Total</b>        | <b>25</b>             | <b>84</b>                  | <b>36</b>                                  | <b>25</b>                      | <b>116</b>                               | <b>286</b>   |
| Percentage of total | 8.7                   | 29.4                       | 12.6                                       | 8.7                            | 40.6                                     | <b>100.0</b> |

*Abbreviations:* ASG = Assistant Secretary-General, D = Director, P = Professional.

<sup>a</sup> Does not include data on staff recruited under temporary assistance contracts.

4. Table 14 highlights the distribution of staff members appointed at the Professional level and above between Parties included in Annex I to the Convention (Annex I Parties) and non-Annex I Parties. As at 30 June 2014, the percentage of staff from non-Annex I Parties at the Professional and higher levels was 49.0 per cent, compared with 51.0 per cent for Annex I Parties.

Table 14

**Distribution of staff members at the Professional level and above between Annex I and non-Annex I Parties<sup>a</sup>**

| <i>Grade</i> | <i>Annex I Parties</i> | <i>Non-Annex I Parties</i> |
|--------------|------------------------|----------------------------|
| ASG          |                        | 1                          |
| D-2          | 2                      | 1                          |
| D-1          | 4                      | 5                          |

| <i>Grade</i>        | <i>Annex I Parties</i> | <i>Non-Annex I Parties</i> |
|---------------------|------------------------|----------------------------|
| P-5                 | 10                     | 12                         |
| P-4                 | 36                     | 24                         |
| P-3                 | 50                     | 50                         |
| P-2                 | 44                     | 47                         |
| <b>Total</b>        | <b>146</b>             | <b>140</b>                 |
| Percentage of total | 51.0                   | 49.0                       |

*Abbreviations:* ASG = Assistant Secretary-General, D = Director, P = Professional.

<sup>a</sup> Does not include data on staff recruited under temporary assistance contracts.

5. Table 15 highlights the distribution of staff members by gender. As at 30 June 2014, the percentage of female staff at the Professional and higher levels was 40.6 per cent, down by 1.8 per cent from June 2013. The percentage of female staff at all levels was 53.1 per cent at 30 June 2014.

Table 15

**Distribution of staff members by gender<sup>a</sup>**

| <i>Grade</i>             | <i>Male</i> | <i>Female</i> |
|--------------------------|-------------|---------------|
| ASG                      |             | 1             |
| D-2                      | 3           |               |
| D-1                      | 7           | 2             |
| P-5                      | 17          | 5             |
| P-4                      | 36          | 24            |
| P-3                      | 55          | 45            |
| P-2                      | 52          | 39            |
| <b>Subtotal</b>          | <b>170</b>  | <b>116</b>    |
| GS                       | 47          | 130           |
| <b>Total<sup>b</sup></b> | <b>217</b>  | <b>246</b>    |
| Percentage of total      | 46.9        | 53.1          |

*Abbreviations:* ASG = Assistant Secretary-General, D = Director, GS = General Service, P = Professional.

<sup>a</sup> Does not include data on staff recruited under temporary assistance contracts.

<sup>b</sup> Of the 461 filled posts, four are filled with part-time staff, therefore increasing the actual number of staff members by two.

## **B. Individual consultants and individual contractors**

6. Between 1 January 2014 and 30 June 2014, a total of 88 individual consultants and individual contractors were hired. They provided a combined total of 145.8 working months at a total cost of USD 1.2 million under all sources of funding. Table 16 provides information on the distribution of these services by programme.

Table 16  
**Services of individual consultants and individual contractors by programme from 1 January 2014 to 30 June 2014**

| <i>Programme</i>                          | <i>Person-months</i> | <i>Cost (USD)</i> |
|---|----------------------|-------------------|
| Executive Direction and Management        |                      |                   |
| Mitigation, Data and Analysis             | 34.4                 | 271 690           |
| Finance, Technology and Capacity-building | 14.7                 | 104 917           |
| Adaptation                                | 12.2                 | 75 439            |
| Sustainable Development Mechanisms        | 0.6                  | 5 135             |
| Legal Affairs                             |                      |                   |
| Conference Affairs Services               | 35.4                 | 268 635           |
| Communications and Outreach               | 9.6                  | 98 810            |
| Information Technology Services           | 6.5                  | 50 180            |
| Administrative Services                   | 32.4                 | 310 705           |
| <b>Total</b>                              | <b>145.8</b>         | <b>1 185 511</b>  |



## Annexe II

[Anglais seulement]

**Projects and events funded from the Trust Fund for Supplementary  
Activities in the biennium 2014–2015**

Table 17

**Income and expenditure of projects and events funded from the Trust Fund for Supplementary Activities  
in the biennium 2014–2015 as at 30 June 2014**

| <i>Project</i>  | <i>Income (USD)<sup>a</sup></i> | <i>Expenditure (USD)</i> | <i>Balance (USD)</i> |
|---|---------------------------------|--------------------------|----------------------|
| <i>Executive Direction and Management</i>   |                                 |                          |                      |
| Enhancing and strengthening cooperation with the United Nations through the Office of the Secretary-General   | 343 261                         | 78 106                   | 265 155              |
| Supporting negotiations and new institutional arrangements aimed at enhancing the implementation of the Convention and its Kyoto Protocol   | 2 028 640                       | 413 925                  | 1 614 715            |
| Providing support to Executive Management in the lead-up to the twentieth session of the Conference of the Parties (COP) and the tenth session of the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol (CMP) | 408 163                         | –                        | 408 163              |
| <i>Mitigation, Data and Analysis</i>  |                                 |                          |                      |
| Supporting communication by and the consideration of information from developing countries on the implementation of the Convention  | 1 014 255                       | 222 781                  | 791 474              |
| Maintaining the database system for the annual compilation and accounting of emission inventories and assigned amounts under the Kyoto Protocol   | 491 121                         | 62 852                   | 428 269              |
| Supporting activities relating to land use, land-use change and forestry: reducing emissions from deforestation and forest degradation, enhancement of carbon sinks and the role of sinks in future mitigation actions                            | 1 367 040                       | 105 890                  | 1 261 150            |
| Providing training for expert review teams and organizing meetings of the lead reviewers  | 1 927 103                       | 400 860                  | 1 526 243            |
| Supporting the implementation of national greenhouse gas (GHG) inventories and related activities by Parties not included in Annex I to the Convention, including national forest monitoring systems  | 910 862                         | 576 989                  | 333 873              |
| Developing and maintaining the UNFCCC information systems for the receipt and processing of GHG data, including the UNFCCC submission portal, the virtual team room and the GHG data interface  | 280 474                         | 20 145                   | 260 329              |
| Supporting activities relating to the scientific, technical and socio-economic aspects of mitigation of climate change  | 7 486                           | –                        | 7 486                |

| <i>Project</i>  | <i>Income (USD)<sup>a</sup></i> | <i>Expenditure (USD)</i> | <i>Balance (USD)</i> |
|---|---------------------------------|--------------------------|----------------------|
| Facilitating the implementation of the work programme for the revision of the “Guidelines for the preparation of national communications by Parties included in Annex I to the Convention, Part I: UNFCCC reporting guidelines on annual inventories” and the use of the Intergovernmental Panel on Climate Change 2006 IPCC Guidelines for National Greenhouse Gas Inventories | 273 581                         | –                        | 273 581              |
| Supporting the implementation of enhanced action on mitigation by developing country Parties  | 1 319 819                       | 201 095                  | 1 118 724            |
| Supporting activities relating to the impact of the implementation of response measures   | 33 899                          | 26 853                   | 7 046                |
| Supporting the work programme for the development of modalities and guidelines for enhanced reporting and review by developed country Parties, in accordance with decision 1/CP.16, paragraph 46, and implementing the relevant requirements of decision 2/CP.17  | 2 218 587                       | 271 483                  | 1 947 104            |
| Redesigning and developing the software for the reporting of GHG emissions by all Parties to the Convention   | 1 427 647                       | 702 796                  | 724 851              |
| Developing, deploying and operating a beta version of the nationally appropriate mitigation action registry   | 252 160                         | 99 245                   | 152 915              |
| Technical dialogue on nationally determined contributions towards a 2015 agreement under the UNFCCC   | 250 000                         | 220 167                  | 29 833               |
| Supporting the operationalization of an international consultation and analysis process for developing country Parties  | 33 630                          | –                        | 33 630               |
| <i>Finance, Technology and Capacity-building</i>  |                                 |                          |                      |
| UNFCCC fellowship programme   | 71 597                          | –                        | 71 597               |
| Supporting capacity-building in developing countries and countries with economies in transition   | 233 012                         | 79 328                   | 153 684              |
| Supporting the implementation of a work programme on Article 6 of the Convention and Article 10(e) of the Kyoto Protocol: networking and exchange of information and good practices   | 300 637                         | 58 426                   | 242 211              |
| Organizing workshops on the process and requirements of the accreditation of national implementing entities that can access resources from the Adaptation Fund directly   | 88 237                          | –                        | 88 237               |
| Supporting the full operation of the Technology Mechanism   | 587 218                         | 138 327                  | 448 891              |
| Providing support to the functioning of the Standing Committee on Finance   | 345 735                         | 332 507                  | 13 228               |
| Supporting the work programme on long-term finance  | 546 045                         | 54 803                   | 491 242              |
| Strengthening gender mainstreaming in climate change action and the UNFCCC process through advocacy, outreach and capacity-building   | 109 439                         | –                        | 109 439              |

| <i>Project</i>  | <i>Income (USD)<sup>a</sup></i> | <i>Expenditure (USD)</i> | <i>Balance (USD)</i>  |
|---|---------------------------------|--------------------------|-----------------------|
| <i>Adaptation</i>   |                                 |                          |                       |
| Supporting the least developed countries and the Least Developed Countries Expert Group   | 2 248 210                       | 410 434                  | 1 837 776             |
| Supporting the implementation of the Nairobi work programme on impacts, vulnerability and adaptation to climate change  | 764 764                         | 242 669                  | 522 095               |
| Supporting activities relating to climate change science, research and systematic observation   | 138 805                         | 28 533                   | 110 272               |
| Supporting the implementation of the Cancun Adaptation Framework  | 1 493 574                       | 296 301                  | 1 197 273             |
| Supporting the periodic review of the adequacy of the long-term global goal referred to in decision 1/CP.16, paragraph 4  | 243 245                         | 27 293                   | 215 952               |
| <i>Sustainable Development Mechanisms</i>   |                                 |                          |                       |
| Supporting the operation of joint implementation  | 8 507 075                       | 536 386                  | 7 970 689             |
| Elaborating modalities and procedures for the inclusion of carbon dioxide capture and storage in geological formations as project activities under the clean development mechanism  | 11 890                          | –                        | 11 890                |
| Implementing the two work programmes mandated under the Ad Hoc Working Group on Long-term Cooperative Action under the Convention agenda item on various approaches relating to: (a) a framework for various approaches; and (b) the new market-based mechanism | 192 702                         | –                        | 192 702               |
| Organizing a workshop on the review of the modalities and procedures of the clean development mechanism   | 35 433                          | –                        | 35 433                |
| <i>Legal Affairs</i>  |                                 |                          |                       |
| Handbook on the UNFCCC  | 48 842                          | –                        | 48 842                |
| Providing support to the Compliance Committee   | 186 069                         | –                        | 186 069               |
| <i>Conference Affairs Services</i>  |                                 |                          |                       |
| Supporting stakeholder engagement in the UNFCCC process   | 602 770                         | 144 135                  | 458 635               |
| Servicing the informal additional session of the Ad Hoc Working Group on the Durban Platform for Enhanced Action (ADP)  | 124 077                         | –                        | 124 077               |
| Developing a handbook and film documentary on conference management   | 327 469                         | 153 012                  | 174 457               |
| Servicing the first part of the second session of the ADP   | 338 169                         | –                        | 338 169               |
| Servicing the fourth part of the second session of the ADP  | 1 502 729                       | 1 268 832                | 233 897               |
| Providing a temporary structure during the fortieth sessions of   | 636 864                         | 691 631                  | (54 767) <sup>b</sup> |

| <i>Project</i>   | <i>Income (USD)<sup>a</sup></i> | <i>Expenditure (USD)</i> | <i>Balance (USD)</i> |
|--|---------------------------------|--------------------------|----------------------|
| the subsidiary bodies (SB)   |                                 |                          |                      |
| Servicing COP 20 and CMP 10  | 594 540                         | –                        | 594 540              |
| Servicing the sixth part of the second session of the ADP  | 1 285 422                       | 12 212                   | 1 273 210            |
| Developing the electronic Official Document System   | 95 759                          | –                        | 95 759               |
| <i>Communications and Outreach</i>   |                                 |                          |                      |
| Developing an online portal for UNFCCC information in Spanish  | 424 578                         | 24 275                   | 400 303              |
| Developing country media training in the run-up to COP 20 and COP 21   | 10 746                          | –                        | 10 746               |
| Momentum for Change  | 921 960                         | 295 860                  | 626 100              |
| Relaunching the UNFCCC website: phase II – from negotiation support to climate action  | 764 821                         | 11 011                   | 753 810              |
| Momentum for Change: Women for Results   | 414 351                         | 228 880                  | 185 471              |
| Momentum for Change: Information and Communications Technology Solutions   | 264 500                         | 58 824                   | 205 676              |
| Communications and Outreach travel with and in support of the Executive Secretary  | 68 399                          | –                        | 68 399               |
| Establishing a photo library to enhance the quality and availability of photos from the Communications and Outreach programme                              | 68 399                          | –                        | 68 399               |
| Establishing an electronic library and knowledge management  | 3 776                           | –                        | 3 776                |
| Maintaining the internal newsletter and developing the intranet  | 1 287                           | 1 287                    | –                    |
| <i>Information Technology Services</i>   |                                 |                          |                      |
| Replacing the e-mail and instant messaging system  | 45 964                          | –                        | 45 964               |
| Undertaking phase I of developing sustainable support for the UNFCCC collaboration platform  | 250 888                         | 34 189                   | 216 699              |
| Modernizing the UNFCCC data warehouse  | 336 054                         | –                        | 336 054              |
| Enhancing responsiveness, efficiency and accountability by strengthening secretariat relationship management and communications with Parties and observers | 41 040                          | –                        | 41 040               |
| UNFCCC submission portal   | 23 541                          | –                        | 23 541               |
| <i>Other expenditure</i>   |                                 |                          |                      |
| Junior Professional Officers   | 943 574                         | 126 164                  | 817 410              |

| <i>Project</i>   | <i>Income (USD)<sup>a</sup></i> | <i>Expenditure (USD)</i> | <i>Balance (USD)</i> |
|--|---------------------------------|--------------------------|----------------------|
| <i>Green Climate Fund</i>  |                                 |                          |                      |
| Supporting the work of the Transitional Committee for the design of the Green Climate Fund | 113 891                         | –                        | 113 891              |
| Supporting the secretariat of the Green Climate Fund <sup>c</sup>                          | 1 208 867                       | 914 930                  | 293 940              |
| <b>Total</b>   | <b>42 154 692</b>               | <b>9 573 436</b>         | <b>32 581 256</b>    |

<sup>a</sup> Note that not all income available under the Trust Fund for Supplementary Activities has been allocated to projects. Some of the income received is held unallocated at the request of contributing Parties for future allocations.

<sup>b</sup> Note that an outstanding value added tax reimbursement is anticipated to eliminate the negative balance.

<sup>c</sup> In response to a request by the secretariat of the Green Climate Fund, funding under this project continued to be used for various administrative activities, including travel to the meeting of the Board of the Green Climate Fund.

## Annexe III

[Anglais seulement]

**Programme performance data for the period from 1 January 2014  
to 30 June 2014**

Table 18

**Objectives, expected results,<sup>a</sup> performance indicators and performance data for the Executive Direction and Management programme**

**Objective 1: to continue to enhance the secretariat's responsiveness to the needs of the Convention and Kyoto Protocol bodies and to enhance the coherence of its work in order to facilitate the efficient and effective implementation of the Convention**

| <i>Expected result(s)</i>   | <i>Performance indicator(s)</i>  | <i>Performance data</i>  |
|---|--|--|
| The secretariat's response to the priorities of and requests by Parties is coherent and well coordinated. It effectively supports emerging issues | The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time. Actual results for the period January 2010 to June 2011: 98 per cent output delivery and 89 per cent delivered on time. Delays mostly related to the late submission of required input from sources outside of the secretariat. <sup>a</sup> Target: to reduce the number of cases where delays were mainly caused by factors under the control of the secretariat | A total of 314 mandates required the secretariat to deliver outputs during the reporting period, including some that required ongoing output delivery. In 99 per cent of cases, outputs were fully delivered on time or output delivery was ongoing and expected to be delivered on time |
|   | The level of satisfaction of Parties with the work of the secretariat. Actual result for 2010: <sup>b</sup> 75 per cent of all respondents agreed or strongly agreed with the statement that their level of satisfaction with the work of the secretariat was consistently high. Target: to increase the level of satisfaction   | Information on the level of satisfaction of Parties with the work of the secretariat will be made available in the budget performance report covering the period 1 January 2014 to 30 June 2015  |

**Objective 2: to ensure optimal secretariat support for the Conference of the Parties and the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol, thus enabling progress to be made in the intergovernmental process**

| <i>Expected result(s)</i>  | <i>Performance indicator(s)</i>  | <i>Performance data</i>  |
|--|--|--|
| Climate change intergovernmental meetings are well organized in all aspects including the logistical, procedural and substantive support provided to Parties. The Presidents of the Conference of the Parties (COP) and the COP Bureau are well informed and able to carry out their functions effectively | The level of satisfaction of Parties with the secretariat's support of negotiation sessions. Actual results for 2010: 61 per cent of respondents either agreed or strongly agreed with the following statement: "Logistical arrangements provided by the secretariat during mandated conferences and similar events met our requirements." Altogether, 89 per cent of respondents either agreed or strongly agreed with the following statement: "Substantive input and procedural advice provided by the secretariat for mandated conferences, meetings and events met our requirements." Target: to increase the level of satisfaction | Information on the level of satisfaction of Parties with the secretariat's support of negotiation sessions will be made available in the budget performance report covering the period 1 January 2014 to 30 June 2015      |
|  | The level of satisfaction of the COP President and the COP Bureau with the secretariat's support   | Information on the level of satisfaction of the COP President and the COP Bureau with the secretariat's support will be made available in the budget performance report covering the period 1 January 2014 to 30 June 2015 |

**Objective 3: to ensure effective communication and outreach regarding the intergovernmental process and close liaison with Parties, intergovernmental organizations and other stakeholders, which will enhance the contribution of all stakeholders to the implementation of the Convention**

| <i>Expected result(s)</i>  | <i>Performance indicator(s)</i>  | <i>Performance data</i>  |
|--|--|--|
| Information on the UNFCCC process is effectively communicated by the secretariat | The level of satisfaction of Parties with the information provided. Actual result for 2010: 81 per cent of the respondents either agreed or strongly agreed with the following statement: "The secretariat's overall communication with us was appropriate and effective." Target: to increase the level of satisfaction | No monitoring tool is in place. Previously, data were provided by the United Nations Department of Public Information but it has discontinued this practice and within the secretariat it was not possible to carry out continuous analysis with existing communications resources |

|   |  |   |
|---|--|---|
| Support provided by the United Nations intergovernmental agencies and other stakeholders to Parties in the implementation of the Convention is enhanced, including through the development of new and innovative partnerships | The number of partnerships formalized with a memorandum of understanding | Two partnerships were concluded during the reporting period |
|---|--|---|

**Objective 4: to continue to develop the secretariat as a well-managed, top-performing institution with a healthy working culture**

| <i>Expected result(s)</i>   | <i>Performance indicator(s)</i>   | <i>Performance data</i>  |
|---|---|--|
| The secretariat's internal processes and operations are effective, efficient and environmentally sustainable                    | The net cost savings resulting from efficiency measures   | During the reporting period, a report on efficiency gains resulting from measures undertaken in the period 2012–2013 was published. <sup>c</sup> Additional initiatives have been undertaken in the first six months of 2014. Benefits continue to be monitored, and will be included in the budget performance report covering the period 1 January 2014 to 30 June 2015  |
|   | The amount of greenhouse gas (GHG) emissions (measured in carbon dioxide equivalent) avoided per sessional meeting of the COP and the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol (CMP) and their subsidiary bodies as a result of measures undertaken by the secretariat | The major part of GHG emissions from sessions of the COP/CMP and their subsidiary bodies is generated by travel activities. Within this area, the secretariat can effectively undertake measures concerning the travel of its staff. In the reporting period, emissions from travel of staff to the fourth part of the second session of the Ad Hoc Working Group on the Durban Platform for Enhanced Action and the fortieth sessions of the subsidiary bodies could be fully avoided, as all sessions were held in Bonn. <sup>d</sup> Data on the amount of GHG emissions avoided will be included in the budget performance report covering the period 1 January 2014 to 30 June 2015 |
| Competent and motivated staff representing a broad geographical spectrum and gender balance are recruited, trained and retained | The percentage of staff from Parties not included in Annex I to the Convention (non-Annex I Parties). Actual figures as at March 2013: 50 per cent of staff in the Professional category and above were from non-Annex I Parties. Target: to increase the percentage of staff from non-Annex-I Parties              | A total of 49 per cent of staff in the Professional and higher levels were from non-Annex I Parties as at 30 June 2014   |
|   | The percentage of women in posts in the Professional category and above. Actual figures as at March 2013: 41 per cent of staff in the Professional category and above were women. Target: to increase this percentage to 50 per cent  | A total of 40.9 per cent of staff in the Professional and higher levels were women as at 30 June 2014  |



|   |  |  |
|---|--|--|
|   | <p>The level of staff satisfaction with their job, management and development opportunities. Actual figures as at June 2011: more than 70 per cent of staff participating in a secretariat-wide survey expressed a high level of satisfaction with their job and secretariat management. Altogether, 42 per cent of the respondents expressed the view that they had adequate opportunities to advance their career. Target: to increase the level of staff satisfaction</p> | <p>Information on the level of staff satisfaction with their job, management and development opportunities will be made available in the budget performance report covering the period 1 January 2014 to 30 June 2015</p>  |
| <p>The secretariat has the required financial resources to implement mandates given to it by the COP and the CMP</p>    | <p>The percentage of mandated outputs that cannot be delivered as a result of insufficient funding. Actual result for the period January 2010 to June 2011: less than 1 per cent. Target: to reduce this percentage to 0 per cent</p>  | <p>Sufficient funding was available for the delivery of all mandated outputs</p>   |
|   | <p>The contribution rate to the core budget. Actual result for the period January 2010 to June 2011: 79 per cent of the indicative contributions for the biennium 2010–2011 had been received by the secretariat by 30 June 2011. Target: to increase the contribution rate</p>  | <p>EUR 12.6 million or 51.4 per cent of the total core budget indicative contributions expected for 2014 had been received as at 30 June 2014</p>  |
|   | <p>The proportion of actual expenditure compared with the approved budget. Actual result for the biennium 2010–2011: 98 per cent. Target: to maintain this percentage in the biennium 2014–2015<sup>a</sup></p>  | <p>The implementation rate of the core budget had reached 47.1 per cent through to June 2014. While this is below the ideal rate of 50 per cent, it is expected that the target will be reached by the end of the biennium</p>   |
| <p>Financial resources are managed in a sound manner and are utilized to maximize the benefit to the UNFCCC process</p> | <p>The implementation rate of audit recommendations relating to financial and administrative matters</p>   | <p>Of the nine audit recommendations made for the biennium 2010–2011, five (56 per cent) were fully implemented, three (33 per cent) were under implementation and one (11 per cent) was overtaken by events. The United Nations Board of Auditors plans to issue three new recommendations as a result of the 2012–2013 audit</p> |

<sup>a</sup> See document FCCC/SBI/2011/16, page 33.

<sup>b</sup> A survey on the level of satisfaction of Parties with the work of the secretariat was conducted in 2010.

<sup>c</sup> See document FCCC/SBI/2014/INF.4.

<sup>d</sup> The secretariat, within the context of its travel policies, also seeks to reduce GHG emissions associated with staff travel to sessions of the COP and the CMP, as it has done for past sessions. GHG emissions related to sessions of the COP and the CMP and their subsidiary bodies also arise from the organization of the event in the host country. While these activities are not under the direct control of the secretariat, the secretariat works closely with host governments to encourage and support measures that help to reduce and offset GHG emissions. Reporting on this matter is subject to provisions made by the respective host government. Further information on the secretariat's efforts to reduce and offset GHG emissions is available at <[http://unfccc.int/secretariat/environmental\\_responsibilities/items/3539.php](http://unfccc.int/secretariat/environmental_responsibilities/items/3539.php)>.

Table 19

**Objectives, expected results,<sup>a</sup> performance indicators and performance data for the Mitigation, Data and Analysis programme**

**Objective 1: to support Parties included in Annex I to the Convention in the communication and consideration of information related to implementation (Articles 4 and 12 of the Convention, Articles 5, 7 and 8 of the Kyoto Protocol and decisions 10/CP.2, 31/CP.7, 17/CP.8, 3/CP.8, 2/CP.9, 8/CP.11, 1/CP.13, 10/CP.15, 1/CP.16, 2/CP.17, 15/CP.17, 1/CP.18, 2/CP.18, 19/CP.18, 20/CP.18, 22/CP.19; 13/CMP.1, 14/CMP.1, 15/CMP.1, 16/CMP.1, 20/CMP.1, 22/CMP.1, 27/CMP.1, 8/CMP.5, 2/CMP.7, 3/CMP.7, 4/CMP.7, 5/CMP.7, 1/CMP.8, 2/CMP.8, 7/CMP.8, 12/CMP.8 and 9/CMP.9)**

| <i>Expected result(s)</i>  | <i>Performance indicator(s)</i>   | <i>Performance data</i>  |
|--|---|--|
| Effective support is provided for the fulfilment of reporting and review requirements in relation to information provided by Parties included in Annex I to the Convention (Annex I Parties) under the Convention and its Kyoto Protocol | All greenhouse gas (GHG) inventories from Annex I Parties as well as relevant supplementary information submitted on time during the biennium 2014–2015 are received and reviewed by international expert teams within the mandated time frames                                       | All 44 2014 submissions of GHG inventories from Annex I Parties and the relevant supplementary information have been received and processed in accordance with the relevant guidelines. This includes timely preparation of the annual status reports for 2014 and of the 2014 version of part I of the synthesis and assessment report for Annex I Parties<br><br>Preparations for the technical reviews of the 2014 GHG inventory submissions from Annex I Parties have been launched and are proceeding on schedule   |
|  | All national communications as well as relevant supplementary information and biennial reports from Annex I Parties due by 1 January 2014 are received and reviewed by international expert teams and relevant reports are published within the biennium 2014–2015                    | Starting from 1 January 2014, the due date for submissions, the Mitigation, Data and Analysis (MDA) programme received and processed all submissions of the sixth national communications and biennial reports from Annex I Parties<br><br>As part of the international assessment and review process that was launched with the submission of the above-mentioned reports, the secretariat coordinated the technical reviews of the submissions of the sixth national communications and biennial reports from 26 Parties. The reviews for the submissions from the remaining Parties are scheduled for the second half of 2014 |
|  | All mandated initial reports submitted by Annex I Parties with emission reduction commitments in the second commitment period under the Kyoto Protocol by 15 April 2015 are received and processed by 30 June 2015 with all relevant information made available on the UNFCCC website | This activity is scheduled to start in 2015  |

|  |   |   |
|--|---|---|
| <p>The UNFCCC is recognized as an authoritative source of GHG data for Annex I Parties</p>   | <p>All reports and other documentation prepared within the framework of the reporting and review processes for Annex I Parties are made available in accordance with agreed timelines</p>                                   | <p>Two compilation and synthesis reports of implementation by Annex I Parties under the Convention and the Kyoto Protocol are in preparation for consideration by the Conference of the Parties (COP) at its twentieth session and the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol (CMP) at its tenth session</p> <p>The secretariat made two full updates of its online GHG database (the GHG data interface; see &lt;<a href="http://unfccc.int/ghg_data/items/3800.php">http://unfccc.int/ghg_data/items/3800.php</a>&gt;) during the reporting period, thus retaining the up-to-date nature of the information. Data for both Annex I Parties and Parties not included in Annex I to the Convention (non-Annex I Parties) have been updated</p> |
|  | <p>The two key annual UNFCCC data reports (the GHG data reports under the Convention and the compilation and accounting reports under the Kyoto Protocol) are considered by the COP and the CMP</p>                         | <p>Reports and other documentation required in the negotiations were prepared as required during the reporting period. Examples include reports on the meetings of the lead reviewers in March 2014 and a technical paper with the draft revised review guidelines for GHG inventories from Annex I Parties. MDA is also preparing similar documentation for supporting negotiations in the second half of 2014, such as papers to facilitate the work of the Subsidiary Body for Implementation (SBI) on the revision of the reporting guidelines for the national communications of developed country Parties to make them consistent with the guidelines for biennial reporting</p> <p>This activity is scheduled to start in the second part of 2014</p>                                  |
|  | <p>In total, 95 per cent or more of all data-related enquiries received by the secretariat are answered within one week</p>   | <p>In the first half of the year, MDA received 43 enquires that required action. Of these, 97 per cent were answered within one week, exceeding the success criteria by 2 per cent</p>  |
| <p>The international assessment and review (IAR) of GHG emissions and removals relating to quantified economy-wide emission reduction targets for developed country Parties is facilitated</p> | <p>The proportion of mandated outputs with respect to the further development of IAR delivered and delivered on time</p> <p>The first round of the IAR process under the SBI is completed within the biennium 2014–2015</p> | <p>All relevant mandates have been fulfilled on time</p> <p>The secretariat is advancing the preparation for the first multilateral assessment during SBI 41 in December 2014 under the guidance of the SBI Chair to cover submissions and relevant review reports for 14–16 Parties</p>  |

|   |  |   |
|---|--|---|
| Training courses are updated and a sufficient number of experts are trained and ready to participate in the reviews under the Convention and its Kyoto Protocol   | <p>The number of experts participating in the training courses per year. Baseline and target: up to 60 experts per year</p> <p>The availability of timely updates of training materials. Target: up to five courses are updated and up to two new courses are developed by the end of the biennium 2014–2015</p> | <p>A refresher seminar was organized for the experienced reviewers. Twenty-three experts took the courses for review under the Kyoto Protocol</p> <p>Update of the training courses for reviews under the Convention (seven courses) to reflect the most recent methodologies and guidelines adopted in 2012 and 2013 is ongoing and planned to be completed by mid-2015</p>  |
| Effective support is provided for the work of the subsidiary bodies and the Ad Hoc Working Group on the Durban Platform for Enhanced Action (ADP) on matters related to mitigation and clarification of developed countries' emission reduction targets | The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time   | <p>All relevant mandates have been fulfilled on time</p> <p>On the intended nationally determined contributions, four workshops were organized: one during the ADP session in March 2014 and three regional workshops</p> <p>Four technical expert meetings were organized under the ADP on energy efficiency, renewable energy, urbanization and land use. A technical paper with policy options for enhancing ambition was prepared</p> |

**Objective 2: to support Parties not included in Annex I to the Convention in the preparation and submission of their national communications and biennial update reports, including greenhouse gas inventory information, and in the preparation and implementation of nationally appropriate mitigation actions under the Convention (Article 4, paragraphs 1, 3, 8 and 9, and Article 12, paragraphs 1(a–c) and 4, of the Convention and decisions 10/CP.2, 31/CP.7, 17/CP.8, 3/CP.8, 2/CP.9, 8/CP.11, 1/CP.13, 1/CP.16, 2/CP.17, 17/CP.18, 18/CP.18 and 24/CP.18)**

| <i>Expected result(s)</i>   | <i>Performance indicator(s)</i>  | <i>Performance data</i>   |
|---|--|---|
| Effective support is provided to non-Annex I Parties in the fulfilment of their reporting requirements under the Convention | The number of experts from non-Annex I Parties trained   | 286 national experts from non-Annex I Parties have been trained on the use of the non-Annex I GHG inventory software, and 184 national experts from Africa and Asia received technical assistance on building sustainable national GHG inventory systems. |
|   | The number of national communications from non-Annex I Parties submitted during the biennium 2014–2015 | Three national communications have been received and processed  |
| The nationally appropriate mitigation action (NAMA) registry is established effectively and updated regularly               | The number of users granted access to the registry   | 77 access rights were granted to developing countries for the submission of their NAMAs. 24 access rights were provided to support providers  |
|   | The number of mitigation actions and the provision of support recorded in the registry                 | 47 NAMAs were recorded, 10 sources of support were recorded and two matches of action with support were made  |
| The international consultation and analysis   | The roster of experts is established by the end of 2014  | Notification to update the roster has been sent to all Parties. The electronic application to support the operation of the roster is currently under development  |

|  |   |   |
|--|---|---|
| (ICA) process for biennial update reports from developing countries is facilitated | A package of training materials for the training of experts is developed by the end of 2014             | Work on the development of the draft training materials for the training of experts was under way, with a 50–60 per cent level completion, as at 30 June 2014 |
|  | The number of experts trained to provide ICA support  | Work on the roster of experts for ICA has been initiated  |
|  | Templates for summary reports for the technical analysis and facilitative sharing of views are prepared | Activity is ongoing   |

**Objective 3: to improve the methodological and scientific bases for enhancing the implementation of the Convention and its Kyoto Protocol (decisions 16/CMP.1, 10/CP.2, 31/CP.7, 17/CP.8, 3/CP.8, 2/CP.9, 8/CP.11, 6/CMP.3, 1/CP.13, 1/CP.16, 2/CMP.7, 2/CP.17, 12/CP.17, 1/CP.18, 9/CP.19, 10/CP.19, 11/CP.19, 12/CP.19, 13/CP.19, 14/CP.19 and 15/CP.19)**

| <i>Expected result(s)</i>  | <i>Performance indicator(s)</i>  | <i>Performance data</i>   |
|--|--|---|
| Effective support is provided for the consideration of the scientific and methodological issues relating to the socio-economic aspects of mitigation   | The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time   | All relevant mandates have been fulfilled on time. This includes supporting negotiations, the update of a technical paper on developed country targets, the organization of an in-session event on land use, land-use change and forestry (LULUCF) and the use of market mechanisms in the context of developed country targets   |
| Work on methodological and scientific matters regarding LULUCF and agriculture as well as on reducing emissions from deforestation and forest degradation in developing countries (REDD-plus <sup>b</sup> ) is facilitated | The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time   | All nine mandated outputs were delivered and delivered on time. This included the preparation of: (a) a technical paper on possible LULUCF activities and alternative approaches to addressing the risk of non-permanence under the clean development mechanism; (b) four compilations of views of Parties on issues relating to LULUCF, REDD-plus and agriculture; and (c) a report on the in-session workshop on the current state of scientific knowledge on how to enhance the adaptation of agriculture to climate change impacts. Also, an in-session expert meeting on non-market-based approaches for the implementation of REDD-plus was organized |
|  | The number of representatives from Parties participating in the UNFCCC REDD discussion forum and web platform <sup>c</sup> | During the reporting period, the platform received two submissions. Since its launch in 2012 the REDD discussion forum has registered 238 users   |
| Work on methodological and scientific matters is facilitated, including in the areas of common metrics, international aviation and maritime transport, and fluorinated gases   | The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time   | Six outputs were mandated to be delivered during the reporting period, all of which were delivered on time <sup>d</sup>   |

|  |  |  |
|--|--|--|
| Cooperation with intergovernmental organizations active in REDD-related activities as well as activities related to LULUCF, agriculture, international maritime and aviation transport, and fluorinated gases is maintained and further strengthened | The number of meetings of relevant intergovernmental organizations attended by secretariat staff to ensure that their activities related to REDD, LULUCF, agriculture, international maritime and aviation transport, and fluorinated gases actively contribute to the objective of the Convention within the area of their competencies | The secretariat attended 15 meetings of relevant intergovernmental organizations in the areas of mitigation, REDD-related activities and activities related to LULUCF, agriculture, international maritime and aviation transport, and fluorinated gases |
|--|--|--|

**Objective 4: to support Parties, in particular developing country Parties, in meeting their specific needs and concerns arising from the impact of the implementation of response measures (Article 4, paragraphs 8–10, of the Convention, Article 2, paragraph 3, and Article 3, paragraph 14, of the Kyoto Protocol and decisions 5/CP.7, 1/CP.10, 1/CP.13, 1/CP.16, 1/CMP.16 and 8/CP.17)**

| <i>Expected result(s)</i>   | <i>Performance indicator(s)</i>  | <i>Performance data</i>   |
|---|----------------------------------|---|
| Effective support is provided to work relating to the impact of the implementation of response measures | The number of forums supported   | Not applicable since the Parties could not conclude their work on impacts of the implementation of response measures at COP 19  |
|   | The number of documents prepared | A report on the in-forum workshop on cooperation on response strategies – area (b) of the work programme on the impact of the implementation of response measures was prepared. Preparation of a compilation of the information reported by Annex I Parties with respect to Article 3, paragraph 14, of the Convention is ongoing |

<sup>a</sup> Unless otherwise stated, expected results relate to work both under the Convention and under the Kyoto Protocol.

<sup>b</sup> Policy approaches and positive incentives on issues relating to reducing emissions from deforestation and forest degradation in developing countries; and the role of conservation, sustainable management of forests and enhancement of forest carbon stocks in developing countries.

<sup>c</sup> See <[http://unfccc.int/methods\\_science/redd/items/4531.php](http://unfccc.int/methods_science/redd/items/4531.php)>.

<sup>d</sup> They included the support by MDA of the ongoing work of the Subsidiary Body for Scientific and Technological Advice on: (a) international aviation and maritime transport; (b) common metrics and the organization of a workshop on common metrics in April 2012; and (c) the implications of decisions 2/CMP.7 to 5/CMP.7 in relation to the second commitment period of the Kyoto Protocol on the previous decisions of the CMP on methodological issues related to the Kyoto Protocol, including those relating to Articles 5, 7 and 8, as well as the preparation of a relevant technical paper and the organization of a workshop.

Table 20

**Objectives, expected results,<sup>a</sup> performance indicators and performance data for the Finance, Technology and Capacity-building programme**
**Objective 1: to support the intergovernmental process with regard to the provision of financial resources to developing country Parties for adaptation and mitigation (Article 11 of the Convention and decisions 1/CP.13, 1/CP.16, 2/CP.17, 3/CP.17, 1/CP.18 and 1/CMP.3)**

| <i>Expected result(s)</i>  | <i>Performance indicator(s)</i>   | <i>Performance data</i>  |
|--|---|--|
| Parties are effectively supported in intergovernmental negotiations on issues related to the functioning of the Financial Mechanism                        | The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time  | As mandated by decision 3/CP.19, an in-session workshop on long-term finance was held in June 2014. The mandated output has been delivered on time in accordance with the decisions of the Conference of the Parties (COP)   |
| Effective support is provided to the Standing Committee on Finance (SCF)   | The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time  | Two meetings of the SCF and one forum of the SCF were held and support continues to be provided to the COP mandated activities of the SCF, such as the biennial assessment and overview of financial flows and the development of expert inputs for the fifth review of the Financial Mechanism<br><br>The finance portal modules have been regularly updated and new information pertaining to the sixth national communications and the first biennial reports is being included. The web pages on long-term finance and the SCF have been restructured and updated to include information on long-term finance in-session workshops and the work of the SCF on the biennial assessment and overview of financial flows, as well as updated information on the SCF second information exchange forum. All mandated outputs have been delivered on time, for the reporting period |
|  | The number of visits to the section on the Financial Mechanism and the finance portal on the UNFCCC website | A total of 20,669 visits were registered   |
| Effective support is provided to activities relating to the scaling up of financial resources and the enhanced provision of information on climate finance | The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time  | As mandated by decision 3/CP.19, logistical and substantive support was provided to the organization of an in-session workshop held in June 2014, including the organization of two preparatory webinars during April 2014. The mandated output has been delivered on time in accordance with COP decisions  |

**Objective 2: to support and enhance cooperation among Parties and relevant organizations on research, development, demonstration, deployment, diffusion and transfer of technologies for adaptation and mitigation (decisions 4/CP.7, 3/CP.13, 4/CP.13, 1/CP.16, 2/CP.17, 4/CP.17, 1/CP.18, 13/CP.18 and 14/CP.18)**

| <i>Expected result(s)</i>  | <i>Performance indicator(s)</i>  | <i>Performance data</i>   |
|--|--|---|
| Effective support is provided for intergovernmental work and negotiations on issues relating to technology development and transfer  | The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time   | Two outputs were required to be delivered during the reporting period in accordance with the Technology Executive Committee (TEC) workplan; all were delivered on time<br><br>The TEC two-year rolling workplan for 2014–2015 was successfully adopted on the first meeting of the TEC in March 2014 and support was provided to the work undertaken by the TEC in a timely manner  |
| Effective support is provided to facilitate the effective engagement of relevant stakeholders under and outside of the Convention in the implementation of the Technology Mechanism, including through providing regularly updated information and analysis on the UNFCCC technology information clearing house TT:CLEAR | The number of partner agencies and organizations that participate in the work of the TEC<br><br>The number of visits to TT:CLEAR | The TEC has established task forces to support the implementation of its workplan for 2014–2015. The task forces include the participation of representatives of 12 organizations<br><br>TT:CLEAR received a total number of 357,908 page visits and more than 6,700 registered downloads in the period 1 January 2014 to 30 June 2014. The <i>Handbook for Conducting Technology Needs Assessment for Climate Change</i> was downloaded 2,424 times in this period |

**Objective 3: to enhance the capacity of Parties, and education, training, public awareness, public participation and public access to information and international cooperation activities by Parties, in particular developing country Parties, to enable the full, effective and sustained implementation of the Convention and its Kyoto Protocol (Article 6 of the Convention, Article 10(e) of the Kyoto Protocol and decisions 2/CP.7, 3/CP.7, 11/CP.8, 2/CP.10, 3/CP.10, 7/CP.10, 4/CP.12, 9/CP.13, 6/CP.14, 1/CP.16, 7/CP.16, 2/CP.17, 13/CP.17, 1/CP.18, 15/CP.18, 29/CMP.1, 6/CMP.2, 6/CMP.4, 11/CMP.6, 15/CMP.7, 10/CMP.8 and 11/CMP.8)**

| <i>Expected result(s) under the Convention</i>   | <i>Performance indicator(s)</i>  | <i>Performance data</i>   |
|--|--|---|
| Effective support is provided for intergovernmental negotiations on issues related to capacity-building and to Article 6 of the Convention | The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time   | Six reports were mandated and made available during the reporting period. Two reports were delayed owing to the timing of scheduled meetings of the bodies established under the Convention and its Kyoto Protocol. One report was delayed to take into account responses submitted by Parties to a survey conducted by the secretariat |
| The Durban Forum on Capacity-building and the dialogue on Article 6 of the Convention are facilitated                                      | The level of satisfaction of participants of the Durban Forum and the dialogue on Article 6 of the Convention                  | Various regional groups, Parties and one observer constituency, in a plenary statement, expressed appreciation of the successful organization of the 3 <sup>rd</sup> meeting of the Durban Forum and the 2 <sup>nd</sup> Dialogue on Article 6 of the Convention  |
| The implementation of the frameworks for capacity-building is facilitated  | The number of partner agencies and organizations that contribute to the implementation of the frameworks for capacity-building | A total of 356 partner agencies and organizations contributed to the implementation of the capacity-building frameworks   |



|   |  |  |
|---|--|--|
| The implementation of the Doha work programme on Article 6 of the Convention is facilitated | The number of partner agencies and organizations that contribute to the implementation of the Doha work programme on Article 6 of the Convention | A total of 56 partner agencies and organizations contributed to the implementation of the Doha work programme on Article 6 of the Convention |
|   | The number of registered users of the UNFCCC information network clearing house CC:iNet  | A total of 791 users from different world regions were registered  |
|   | The level of satisfaction with CC:iNet of the users surveyed   | No CC:iNet user survey was conducted within the reporting period   |

<sup>a</sup> Unless otherwise stated, expected results relate to work both under the Convention and under the Kyoto Protocol.

Table 21

**Objectives, expected results,<sup>a</sup> performance indicators and performance data for the Adaptation programme**

**Objective 1: to support Parties, in particular developing country Parties, in assessing impacts, vulnerability and risks and in developing and implementing adaptation plans, policies and actions (Article 4, paragraphs 8 and 9, and Articles 5, 9, 10 and 12 of the Convention and decisions 5/CP.7, 28/CP.7, 1/CP.10, 2/CP.11, 4/CP.11, 1/CP.13, 8/CP.13, 1/CP.16, 6/CP.16, 5/CP.17, 6/CP.17, 7/CP.17, 3/CP.18, 11/CP.18 and 12/CP.18)**

| <i>Expected result(s) under the Convention</i>                   | <i>Performance indicator(s)</i>  | <i>Performance data</i>   |
|--|--|---|
| The work of the Adaptation Committee is successfully facilitated | The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time   | 100 per cent of the mandated activities were delivered on time, as follows: during the six-month reporting period, the secretariat organized one Adaptation Committee meeting, including the first meeting of the Adaptation Committee's task force on national adaptation plans. It also organized one workshop in collaboration with the Nairobi work programme on impacts, vulnerability and adaptation to climate change (NWP) and one jointly with the Technology Executive Committee (TEC), and collaborated with the Standing Committee on Finance (SCF) on a forum on adaptation finance. It further organized two in-session meetings during the fortieth sessions of the subsidiary bodies, and contributed to a range of other events and publications |
|  | The proportion of working papers and information products delivered in support of the work programme of the Adaptation Committee and delivered on time | The Adaptation Committee produced a total of 16 mandated background papers for its 5 <sup>th</sup> meeting, held in March 2014. 100 per cent were delivered on time. The Adaptation Committee has further been contributing towards publications being prepared by the TEC (TEC briefs on adaptation), and it contributed to the background paper for the SCF adaptation finance forum  |

|  |   |   |
|--|---|---|
| <p>The process for the formulation and implementation of national adaptation plans (NAPs) is facilitated</p> | <p>The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time</p>                                   | <p>The seven submissions received from Parties and relevant organizations in response to decision 18/CP.19, paragraph 6, were compiled into a miscellaneous document and made available to the Subsidiary Body for Implementation (SBI) at its fortieth session in a timely manner. The submissions were also made available on the submission portal at &lt;<a href="http://unfccc.int/5900">http://unfccc.int/5900</a>&gt;, including three more that were received after the deadline</p>  |
| <p>The implementation of the NWP is facilitated</p>  | <p>The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time</p>                                   | <p>All four expected results mandated during the reporting period were delivered on time. The joint meeting with the Adaptation Committee on the available tools for the use of indigenous and traditional knowledge and practices for adaptation, the needs of local and indigenous communities, and the application of gender-sensitive approaches and tools for adaptation was successfully carried out, with the participation of relevant organizations, experts and practitioners, including preparation of the meeting report. In addition, the secretariat prepared a progress report and NWP eUpdate (quarterly newsletter)</p>  |
| <p>Work on loss and damage is facilitated</p>  | <p>The number of action pledges by NWP partners</p>   | <p>Three new action pledges were made by partners, bringing the total number of action pledges to 181 during the reporting period</p>   |
| <p>Work on loss and damage is facilitated</p>  | <p>The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time</p>                                   | <p>The mandated initial meeting of the Executive Committee of the Warsaw International Mechanism for Loss and Damage associated with Climate Change Impacts (Excom) was organized, and support to all intersessional work of the Excom was provided in a timely manner</p>  |
| <p>The work of the Least Developed Countries Expert Group (LEG) is facilitated</p>                           | <p>The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time</p>                                   | <p>The LEG was effectively supported in holding its 25<sup>th</sup> meeting in February 2014. Twelve background documents were prepared to support the meeting. The LEG was also supported in holding a technical meeting on NAPs that took place prior to its 25<sup>th</sup> meeting, which was attended by 50 experts from different organizations and disciplines. The LEG was further supported on engaging a wide range of organizations across different disciplines to contribute to the implementation of its work programme. Four specific activities significantly benefited from the engagement of organizations, namely the technical meeting on NAPs, preparations for NAP Expo, the development of NAP Central and the review of methodologies for capturing and sharing best practices and lessons learned in addressing adaptation in the least developed countries (LDCs)</p> |
| <p>The work of the Least Developed Countries Expert Group (LEG) is facilitated</p>                           | <p>The level of satisfaction of users of the knowledge products prepared by the LEG and the secretariat</p> | <p>SBI 40 expressed its appreciation to the LEG for its work on technical guidance and support to the NAP process for LDCs</p>  |

**Objective 2: to support the review of the adequacy of the long-term global goal and the consideration of various matters related to science, research and systematic observation (Articles 2, 4, paragraph 1(g) and (h), 5, 9 and 12, of the Convention and decisions 8/CP.3, 14/CP.4, 5/CP.5, 5/CP.10, 11/CP.9, 11/CP.13, 9/CP.15, 1/CP.16, 2/CP.17 and 16/CP.17)**

| <i>Expected result(s)</i>   | <i>Performance indicator(s)</i>   | <i>Performance data</i>  |
|---|---|--|
| Work by the Convention bodies on matters related to science, research and systematic observation is facilitated | The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time  | Five mandates required output delivery during the reporting period. The 6 <sup>th</sup> meeting of the research dialogue was organized successfully at the fortieth session of the Subsidiary Body for Scientific and Technological Advice (SBSTA) and two documents were made available to Parties (the report on the workshop on ecosystems with high-carbon reservoirs and a report summarizing information on enhanced availability and visibility of scientific information). The views from Parties and information from research programmes and organizations for the 6 <sup>th</sup> meeting of the research dialogue were posted on the UNFCCC website and the secretariat continued to improve and enhance the visibility of scientific information on the website. All achieved outputs were delivered on time; one mandated outcome is an ongoing activity |
|   | The number of international and regional programmes and organizations taking part in the research dialogue under the Convention. Baseline and target: eight programmes and/or organizations | A total of 12 presentations were made during the research dialogue held during SBSTA 40, with 11 presentations being made on behalf of 10 international research programmes and organizations and the Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC)<br><br>In addition, given the recent releases of the contributions of Working Groups II and III to the Fifth Assessment Report (AR5) of the IPCC, the secretariat facilitated the organization of two SBSTA–IPCC special events during SBSTA 40 on the AR5  |

|  |   |  |
|--|---|--|
| <p>The periodic review of the adequacy of the long-term global goal is facilitated</p> | <p>The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time</p> | <p>Six mandates required output delivery during the reporting period. These included support for the work of the structured expert dialogue (SED) on the 2013–2015 review and of its co-facilitators, the organization of the 3<sup>rd</sup> meeting of the SED, the compilation of views from Parties on future work of the SED and on how the outcomes of the 2013–2015 review will inform the work of the Ad Hoc Working Group on the Durban Platform for Enhanced Action (ADP), and the gathering of information relevant for conducting the review</p> <p>SED 3 was held during the fortieth sessions of the subsidiary bodies to consider the adequacy of the long-term global goal based on the contributions of Working Groups II and III to the IPCC AR5. An information note by the co-facilitators of the SED on future meetings was made available to Parties and the views of Parties were compiled and posted on the UNFCCC website</p> <p>A total of 16 presentations were made during SED 3 by experts from the IPCC and the proceedings of the meeting were webcast</p> <p>All mandated outputs were delivered on time; one mandated outcome is ongoing</p> |
|--|---|--|

|   |   |  |
|---|---|--|
| <p>Supporting the consideration of a shared vision for long-term cooperative action</p> | <p>The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time</p> | <p>All mandated outputs were delivered on time. ADP 2, part 4, was effectively supported on matters relating to long-term aspects and equity (March 2014). A non-paper was prepared for ADP 2, part 5, (June 2014), synthesizing Parties’ views on elements for a draft negotiating text, including on these aspects</p> |
|---|---|--|

**Objective 3: to engage a wide range of stakeholders and to widely disseminate information by effective means, including through the UNFCCC website (decisions 2/CP.11, 1/CP.13, 1/CP.16 and 6/CP.16)**

| <i>Expected result(s)</i>   | <i>Performance indicator(s)</i>   | <i>Performance data</i>  |
|---|---|--|
| <p>A wide range of stakeholders is engaged in the implementation of all relevant mandates</p> | <p>The number of collaborative activities facilitated between organizations and between Parties and organizations</p>   | <p>The programme continued the facilitation of collaborative activities between organizations and between Parties and organizations under all of its different workstreams. This included organizing nine workshops, expert meetings, informal meetings and research dialogue sessions, producing a wide range of documents and messages</p> |
| <p>Comprehensive user-friendly information is made available in a timely manner</p>           | <p>The information contained in the sections of the UNFCCC website dedicated to adaptation is regularly updated. Baseline and target: to update the information every two weeks</p> | <p>Information contained in the sections of the UNFCCC website dedicated to adaptation<sup>b</sup> was updated on a continuous basis</p>   |

The number of visits to the sections of the UNFCCC website dedicated to adaptation

Due to a glitch in the monitoring software programme, it was not possible to obtain reliable statistics on the number of times the main adaptation portal was accessed. Consequently, no reliable information was available on the number of visits to the sub-pages

---

<sup>a</sup> Unless otherwise stated, expected results relate to work both under the Convention and under the Kyoto Protocol.

<sup>b</sup> See <<http://unfccc.int/4159>>.

Table 22

**Objectives, expected results,<sup>a</sup> performance indicators and performance data for the Sustainable Development Mechanisms programme**
**Objective 1: to realize the full potential of sustainable development mechanisms to enhance the implementation of the Convention (Article 4, paragraph 2(a), of the Convention, Articles 3, 6, 12 and 17 of the Kyoto Protocol and decisions 1/CP.13, 1/CP.16, 1/CMP.1, 1/CMP.6, 3/CMP.6, 4/CMP.6 and 7/CMP.6)**

| <i>Expected result(s) under the Kyoto Protocol</i>  | <i>Performance indicator(s)</i>                                    | <i>Performance data</i>   |
|---|--|---|
| Work programmes under the intergovernmental bodies concerning the further development of the project-based mechanisms are facilitated | The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time | 100 per cent (4 of 4) of the recurring mandates of the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol (CMP) are being delivered in accordance with the specified timelines<br><br>One CMP mandate was delivered fully in accordance with the specified timelines |
| Parties are supported in their consideration and development of further market-based and other collaborative mechanisms               | The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time | Information on the status of the mandates will be made available in the budget performance report covering the period 1 January 2014 to 30 June 2015  |

**Objective 2: to support and optimize the operation of the clean development mechanism (Article 12 of the Kyoto Protocol and decisions 2/CMP.1, 3/CMP.1, 4/CMP.1, 5/CMP.1, 6/CMP.1, 7/CMP.1, 8/CMP.1, 1/CMP.2, 2/CMP.3, 2/CMP.4, 2/CMP.5, 3/CMP.6 and 7/CMP.6)**
**Objective 3: to support and optimize the operation of joint implementation (Article 6 of the Kyoto Protocol and decisions 9/CMP.1, 10/CMP.1, 2/CMP.2, 3/CMP.2, 3/CMP.3, 5/CMP.4, 3/CMP.5 and 4/CMP.6)**

| <i>Expected result(s)</i>   | <i>Performance indicator(s)</i>  | <i>Performance data</i>  |
|---|--|--|
| Meetings of the Joint Implementation Supervisory Committee (JISC) and of its panels and working groups are efficiently organized and well supported | The level of satisfaction of the members of the JISC with the support provided                                 | Information on the level of satisfaction of the members of the JISC with the support provided by the programme for their work will be made available in the budget performance report covering the period 1 January 2014 to 30 June 2015                               |
|   | The proportion of meeting documents made available fully in accordance with the rules of procedure of the JISC | The secretariat organized and supported meetings of the JISC, such that 100 per cent (5 of 5) of all documents were made available fully in accordance with the rules and procedures   |
|   | The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time   | 92 per cent (11 of 12) of JISC mandates are being delivered in accordance with the specified timelines<br><br>100 per cent (7 of 7) of the recurring CMP mandates relating to joint implementation (JI) are being delivered in accordance with the specified timelines |
| The operation of the JI Track 2 <sup>b</sup> procedure is facilitated efficiently   | The proportion of determination cases processed within the specified timelines                                 | No determination cases were received during the reporting period   |
|   | The proportion of verification   | No verification cases were received during the   |

| <i>Expected result(s)</i> | <i>Performance indicator(s)</i>   | <i>Performance data</i>   |
|---------------------------|---|---|
|                           | cases processed within the specified timelines  | reporting period  |
|                           | The proportion of applications for accreditation processed within the specified timelines | No applications for accreditation were received during the reporting period |

<sup>a</sup> Unless otherwise stated, expected results relate to work both under the Convention and under the Kyoto Protocol.

<sup>b</sup> The verification procedure under the JISC defined in decision 9/CMP.1, annex, paragraphs 30–45.

Table 23

**Objectives, expected results,<sup>a</sup> performance indicators and performance data for the Legal Affairs programme**

**Objective 1: to provide legal advice and support so that the Convention and its Kyoto Protocol, as well as the outcomes from the negotiations under the Bali Road Map, are implemented and the associated intergovernmental process is conducted in accordance with legal, procedural and institutional requirements**

| <i>Expected result(s)</i>   | <i>Performance indicator(s)</i>  | <i>Performance data</i>  |
|---|--|--|
| The Convention and its Kyoto Protocol, as well as any new international agreement(s) adopted thereunder, are interpreted and implemented in accordance with relevant legal, procedural and institutional requirements               | The absence of complaints by Parties and other stakeholders regarding the timeliness and soundness of legal advice and support provided by the secretariat. Baseline: complaints are resolved within six months. Target: no complaints   | During the first six months of 2014, the Legal Affairs (LA) programme issued at least 43 legal opinions on different legal issues, four of them directly to Parties, and provided legal advice on at least 13 different legal issues. The secretariat did not receive any complaints from Parties or other stakeholders regarding the timeliness and soundness of such legal advice or the legal support provided by the secretariat during the reporting period |
|   | The absence of complaints by Parties with respect to the legal support provided by the secretariat to the intergovernmental process. Baseline: complaints are resolved within six months. Target: no complaints  | The intergovernmental process was one of the main areas of the work of the LA programme during the reporting period. Thirteen of the 43 legal opinions issued from 1 January 2014 to 30 June 2014 dealt with the legal, procedural and institutional requirements of the intergovernmental process   |
| The bodies established under the Convention and its Kyoto Protocol, including constituted bodies as well as the intergovernmental process, function and operate in accordance with legal, procedural and institutional requirements | The proportion of concerns, issues or disputes raised by public/private entities against constituted bodies under the Convention and its Kyoto Protocol or their members that are addressed and resolved expeditiously and amicably and do not result in legal action against individuals serving on these constituted bodies. Baseline and target: concerns, issues or disputes are resolved within six months and no issues lead to legal action against any individual serving on such bodies | The LA programme is providing legal advice with regard to a concern raised in the second quarter of 2014 on a decision taken by a constituted body. As at 30 June 2014, it was still unclear whether any further action would be taken in relation to such a concern   |

The absence of complaints by Parties and members of constituted bodies with respect to the legal advice and support provided to bodies established under the Convention and its Kyoto Protocol. Baseline: complaints are resolved within six months. Target: no complaints

The secretariat did not receive any complaints from Parties or members of constituted bodies with respect to the legal advice and support provided to bodies established under the Convention and its Kyoto Protocol during the reporting period

**Objective 2: to facilitate the operations of the secretariat and to ensure that they are conducted in accordance with legal, procedural and institutional requirements**

| <i>Expected result(s)</i>  | <i>Performance indicator(s)</i>   | <i>Performance data</i>  |
|--|---|--|
| The operations of the secretariat and the UNFCCC process are conducted in accordance with applicable United Nations rules and regulations, the legislative authority of the Conference of the Parties, the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol (CMP) and UNFCCC requirements | The proportion of contracts and other legal instruments between the secretariat and service providers, governments, other international organizations and other partners that are concluded expeditiously and in a legally sound manner, thereby facilitating the smooth operation of the secretariat and the UNFCCC process. Baseline and target: all contracts and other legal instruments are concluded in a timely and legally sound manner and any disputes arising therefrom are settled within 12 months | In the period from 1 January 2014 to 30 June 2014, the LA programme provided final clearance to 43 legal instruments that could be concluded on behalf of the secretariat. During the same period, the secretariat concluded 41 legal instruments with third parties after these instruments had been reviewed or drafted and cleared by LA. No disputes have arisen nor were issues raised in the implementation of these instruments |
|  | The number of audit queries and queries raised by the United Nations Office of Legal Affairs on the adequacy and appropriateness of legal arrangements entered into by the secretariat. Baseline and target: no audit queries and queries raised by the United Nations Office of Legal Affairs  | In the period from 1 January 2014 to 30 June 2014, no audit queries or queries from the United Nations Office of Legal Affairs were received in relation to the appropriateness of legal arrangements entered into by the secretariat  |

**Objective 3: to facilitate the effective operation of the compliance mechanism in support of the environmental integrity of the Kyoto Protocol and the credibility of the market mechanisms**

| <i>Expected result(s)</i>  | <i>Performance indicator(s)</i>   | <i>Performance data</i>   |
|--|---|---|
| The Compliance Committee takes decisions based on best available information | The level of satisfaction expressed by members and alternate members of the Compliance Committee regarding the secretariat's support. Baseline and target: a high level of satisfaction | Information on the level of satisfaction expressed by members of the Compliance Committee and alternate members with support provided by the secretariat will be made available in the budget performance report covering the period 1 January 2014 to 30 June 2015 |
| The CMP is provided with adequate and effective                              | The absence of complaints raised by Parties with respect to   | No session of the CMP was held during the reporting period. The secretariat provides support in the   |



|  |   |   |
|--|---|---|
| advice and support in the development of policy guidance to the Compliance Committee   | the legal advice and support provided by the secretariat in the development of policy guidance. Baseline and target: no complaints  | development of policy guidance to the Compliance Committee towards the end of each year, when the annual report of the Compliance Committee to the CMP is made available  |
| Information on the actions taken by the Compliance Committee is made available to the Party concerned and other relevant actors, including the public, in a clear and timely fashion | Information on the actions taken by the Compliance Committee is made available in a clear and timely fashion. Baseline: to ensure that 95 per cent of documents are issued within the required timelines. Target: to ensure that 100 per cent of documents are issued within the timelines set out in the relevant procedures | In the reporting period, all the Compliance Committee documents prepared by the secretariat were made available to the members and alternate members of the Compliance Committee and the public in accordance with the timelines set out in the annex to decision 27/CMP.1 and the annex to decision 4/CMP.2, as amended by decisions 4/CMP.4 and 8/CMP.9 |

<sup>a</sup> Unless otherwise stated, expected results relate to work both under the Convention and under the Kyoto Protocol.

Table 24

**Objectives, expected results,<sup>a</sup> performance indicators and performance data for the Conference Affairs Services programme**

**Objective 1: to advance the climate change intergovernmental process as a result of attendance at, active participation in and collaboration by representatives of Parties in UNFCCC conferences and events**

| <i>Expected result(s)</i>   | <i>Performance indicator(s)</i>   | <i>Performance data</i>  |
|---|---|--|
| The intergovernmental process is facilitated through the provision of information, in-depth insight and analysis, problem-solving and the appropriate treatment of delegates according to protocol                    | The proportion of communications to which the Conference Affairs Services (CAS) programme responds. Baseline and target: to ensure that CAS responds to 100 per cent of communications<br><br>The average response time | The programme responded to all communications in a timely manner<br><br>The average response time was 44 minutes   |
| Representatives from eligible Parties, including those eligible for funding through the Trust Fund for Participation in the UNFCCC Process, can attend all relevant meetings and actively participate in this process | The proportion of eligible participants funded<br><br>The average duration of the admission process (waiting and processing time). Baseline and target: less than 1.5 minutes   | A total of 408 nominations were received and reviewed for funding for the four sessions of the subsidiary bodies during the reporting period<br><br>A total of 388 participants from Parties eligible for funding were effectively funded. Therefore, 95 per cent of eligible participants were actually funded. The remaining 5 per cent declined the offer for unknown reasons<br><br>The average duration of the admission process was 1 minute |

---

**Objective 2: to assist Parties in advancing the climate change intergovernmental process as a result of observer engagement therein**

| <i>Expected result(s)</i>  | <i>Performance indicator(s)</i>  | <i>Performance data</i>  |
|--|--|--|
| Eligible members of civil society and intergovernmental organizations are admitted by the Conference of the Parties (COP) and enabled to attend sessions within the capacity limit | The number of organizations for which the COP disagrees with the eligibility assessment made by the secretariat. Baseline and target: none | 117 applications for admission were reviewed and the eligibility decisions were made during the reporting period |
| Input by observer organizations to the intergovernmental process is facilitated  | The number of opportunities to make submissions to the negotiation process   | 19 calls for submissions were available; 57 observer submissions were processed                                  |
|  | The number of opportunities to intervene at plenary and contact group meetings as well as at in-session workshops                          | 78 opportunities were facilitated; 65 of them were implemented   |
|  | The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time   | The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time was 100 per cent                              |

**Objective 3: to facilitate the work of delegates and assist in the intergovernmental process by maintaining the quality, clarity and readability of documents and ensuring their timely availability**

| <i>Expected result(s)</i>  | <i>Performance indicator(s)</i>  | <i>Performance data</i>  |
|--|--|--|
| Official documents are made available to stakeholders on time and in all six official languages of the United Nations where applicable | The percentage of documents, including versions in the six official languages of the United Nations, that have been submitted to CAS in accordance with United Nations deadlines and made available to Parties on time | A total of 44 documents were mandated to be made available during the reporting period. All documents were made available and 63 per cent (5 of 8) were made available on time. Delays in the availability of the remaining 37 per cent of the documents (3 of 8) were mainly due to the additional negotiating sessions and the requirements of Parties |

**Objective 4: to provide suitable surroundings and comprehensive, state-of-the-art logistical and technical support so that meetings proceed smoothly and productively**

| <i>Expected result(s)</i>  | <i>Performance indicator(s)</i>  | <i>Performance data</i>   |
|--|--|---|
| Comprehensive and functional conference facilities for participants in the climate change negotiation process are planned and provided for | The number of complaints received with regard to conference facilities   | A total of 56 meetings were held, including pre-session meetings of the four regional groups and no complaints with regard to conference facilities were received                                   |
|  | The number of reports of technical failures with regard to sound projectors, electricity, etc., relative to the size, duration and frequency of workshops and meetings | A total of 56 meetings were held, including pre-session meetings of the four regional groups and no reports of technical failures with regard to sound projectors, electricity, etc., were received |

---

<sup>a</sup> Unless otherwise stated, expected results relate to work both under the Convention and under the Kyoto Protocol.

Table 25

**Objectives, expected results,<sup>a</sup> performance indicators and performance data for the Communications and Outreach programme**
**Objective 1: to make available to Parties, observer organizations, the public and other stakeholders authoritative and up-to-date information regarding the UNFCCC process in a user-friendly and cost-efficient manner (Articles 6(b) and 8, paragraph 2, of the Convention and Articles 10(d) and 14, paragraph 2, of the Kyoto Protocol)**

| <i>Expected result(s)</i>   | <i>Performance indicator(s)</i>  | <i>Performance data</i>  |
|---|--|--|
| The UNFCCC website and its applications are recognized as the central information source for authoritative, up-to-date, comprehensive and user-friendly information on the UNFCCC process | The volume of data downloaded per website visit  | A total of 2.4 million pages were viewed and 19.6 million documents were downloaded during the reporting period  |
|   | The number of interactive webcast sessions via social media (e.g. Facebook and Twitter)  | The level of interaction has increased significantly, in particular via social media channels (see data on Facebook and Twitter below). In total, five interactive webcast sessions were held at sessions of the subsidiary bodies and the Ad Hoc Working Group on the Durban Platform for Enhanced Action and Finance meetings<br><br>During the reporting period, the secretariat posted a total of 1,222 tweets on Twitter and 825 items on the UNFCCC Facebook page. Many of these messages were spread within the stakeholder community. Within the reporting period, the secretariat's Twitter and Facebook accounts both exceeded the 100,000 followers/fan milestone |
| The UNFCCC publications and information material meet the needs of Parties and stakeholders   | The level of user satisfaction with the information and data made available on the UNFCCC website through the secretariat's social media channels and other information material | The programme received positive feedback from Parties and observers on new web materials such as the 20 <sup>th</sup> anniversary timeline and on infographics displayed during the sessions of the subsidiary bodies and the ADP in June 2014 through e-mail and social media   |
| Global and specialist media and non-governmental organizations are informed about the progress and decisions of the intergovernmental process and its objectives                          |  |  |

---

**Objective 2: to facilitate the search and retrieval of UNFCCC documents and information and to improve knowledge-sharing and collaboration**

| <i>Expected result(s)</i>   | <i>Performance indicator(s)</i>                   | <i>Performance data</i>  |
|---|---|--|
| Internal communication, collaboration and knowledge-sharing is improved through the use of the appropriate tools and systems  | The level of staff satisfaction with the intranet | Five internal newsletter publications were published, with over 3,800 page views. The intranet is now scheduled to be relaunched in 2014. Information on the level of satisfaction of staff will be provided in the 2015 budget performance report |
| Parties, observers, secretariat staff and the general public have ready access to well-organized and comprehensive official documentation on the climate change negotiation process | The amount of official documents downloaded       | A total of 19,600,000 official documents, including language versions, were downloaded in a timely manner  |
| Records are managed in accordance with the secretariat's policy and guidelines  |   |  |

---

<sup>a</sup> Unless otherwise stated, expected results relate to work both under the Convention and under the Kyoto Protocol.

Table 26

**Objectives, expected results,<sup>a</sup> performance indicators and performance data for the Information Technology Services programme**
**Objective 1: to maintain and strengthen the secretariat's information technology infrastructure**

| <i>Expected result(s)</i>  | <i>Performance indicator(s)</i>  | <i>Performance data</i>   |
|--|--|---|
| Support services meet user requirements  | The proportion of information technology (IT) service requests responded to and completed within 90 days. Baseline: 70 per cent of requests. Target: 90 per cent of requests | <p>During the reporting period, 9,999 work orders were created by the in-house service desk (excluding the externally contracted international transaction log (ITL) service desk). A total of 99.94 per cent were answered within the timelines specified in the Service Level Agreement (SLA) and 84.06 per cent were resolved within the timelines specified in the SLA</p> <p>During the reporting period, a total of 2,746 incoming calls, 8,893 e-mails to the service desk e-mail address and 1,100 e-mails to the service desk info mailbox were received</p> <p>The performance metrics set for the ITL service desk are: 90 per cent of phone calls answered within 10 seconds, no more than 5 per cent of calls abandoned (user hanging up before being answered) within 20 seconds and 85 per cent of e-mails answered within 30 minutes. These three targets were met and exceeded for the six-month period ending in June 2014: 95.42 per cent of phone calls were answered within 10 seconds, 0.00 per cent of phone calls were abandoned within 20 seconds and 96.98 per cent of e-mails were answered within 30 minutes</p>                            |
| Conferences and workshops are supported by effective and efficient IT services | The proportion of conferences and workshops serviced at the agreed levels. Baseline and target: to ensure that 100 per cent are serviced at the agreed levels                | <p>During the reporting period, two conferences, the fourth part of the second session of the Ad Hoc Working Group on the Durban Platform for Enhanced Action (ADP) and the fortieth sessions of the subsidiary bodies, were successfully delivered with no major complaints from the clients. Problems initially identified during ADP 1 were resolved through a redesign of the Wi-Fi service for ADP 2, part 4</p> <p>All conference and mobile conference equipment received security updates, including firmware updates and security patches, to ensure readiness for the upcoming conferences. A mobile air-conditioning unit has been used in the last two conferences to reduce the cost of temporary data centre deployments while keeping an environmentally friendly standard of conference equipment</p> <p>During the reporting period, 33 workshops were serviced, of which 18 involved the provision of virtual presence facilities, such as WebEx or Skype, which enabled remote delegates to actively participate in the workshops without the need to travel</p> <p>100 per cent of conferences and workshops were serviced at the agreed level.</p> |

|   |  |   |
|---|--|---|
| <p>The communications data centre and related infrastructure services are supplied in accordance with agreed service levels</p> | <p>Infrastructure services availability during service hours. Baseline: 95 per cent availability. Target: 98 per cent availability</p> | <p>During the performance period, the migration from the analogue telephone and fax system to an Internet Protocol based system was completed, removing dependence on the ailing Bosch PBX system</p> <p>The Wi-Fi enhancement project kicked off to provide better connectivity in the Haus Carstanjen and Altes Abgeordnetenhochhaus (AHH) blocks of the secretariat offices. The project will be completed later in the year. In addition, Cisco Ironport was introduced to improve Internet access and Internet security for staff</p> <p>All network systems at headquarters received security updates, including the latest firmware and security patches to enhance security</p> <p>Other maintenance work has been undertaken on various systems to resolve some minor issues, including various service interruptions, amounting to a total of 90 minutes downtime on the network in AHH and service interruption on the Lotus Notes Traveler system. No (irrecoverable) data loss was experienced during this performance period. Service on the network has reached an availability of 98 per cent</p> |
|---|--|---|

**Objective 2: to maintain and enhance the UNFCCC information systems**

| <i>Expected result(s)</i>                               | <i>Performance indicator(s)</i>  | <i>Performance data</i>  |
|---|--|--|
| <p>Mandated systems meet the specified requirements</p> | <p>Mandated systems are operated and supported in accordance with defined service levels</p> | <p>In the first six months of 2014, the Information Technology Services (ITS) programme delivered the following new mandated systems: new common reporting format (CRF) Reporter system for reporting greenhouse gas (GHG) inventories (delivered after almost three years in development, within agreed timelines and approved budget); GHG inventory software for Parties not included in Annex I to the Convention; IT system for multilateral assessment; capacity-building portal; Momentum for Change 2014; central portal for national adaptation plans; online admission system for observers; and UNFCCC submission portal</p> <p>ITS has delivered updates and/or enhancements to the following mandated systems: biennial reporting – common tabular format; biennial reporting – virtual team room; clean development mechanism information system; compilation and accounting database; GHG data interface; GHG data report; GHG inventory virtual team room; nationally appropriate mitigation action registry; roster of experts; and standard electronic format submission tool</p> <p>All of the above-mentioned systems and other mandated systems which did not receive updates in 2014 are being operated and supported via the ITS 1<sup>st</sup>, 2<sup>nd</sup> and 3<sup>rd</sup> line support operation</p> |

|  |   |   |
|--|---|---|
| Business-enabling systems, including collaboration and web services are operated and maintained at agreed service levels | The average availability of business-enabling systems. Baseline: 95 per cent availability. Target: 98 per cent availability | <p>ITS has delivered the following new or enhanced business-enabling systems in the first six months of 2014: budget tool; electronic Official Document System; in-session daily updates; single sign-on for the Learning Management System (LMS); staff assignment list planning database; time accounting system; and travel database</p> <p>During the reporting period, out of 17 monitored systems, all reached their availability target of 98 per cent, including planned maintenance time</p> <p>This includes the secretariat's outsourced collaboration platform, which reached its contracted service levels of 99 per cent availability during each of the six months of the reporting period</p> |
|--|---|---|

<sup>a</sup> Unless otherwise stated, expected results relate to work both under the Convention and under the Kyoto Protocol.

Table 27

**Objectives, expected results,<sup>a</sup> performance indicators and performance data for the Administrative Services programme**

**Objective 1: to facilitate the mobilization, allocation and utilization of resources (Article 8, paragraph 2(f), of the Convention, Article 14, paragraph 2, of the Kyoto Protocol and decision 15/CP.1)**

| <i>Expected result(s)</i>   | <i>Performance indicator(s)</i>   | <i>Performance data</i>   |
|---|---|---|
| Parties are kept fully informed with regard to the receipt and utilization of financial resources | Financial statements are made available to Parties in a timely manner   | The audited financial statements for 2012–2013 were completed on time and will be presented to the Subsidiary Body for Implementation in December 2014  |
| Coherence and transparency in fundraising and the use of funds                                    | The proportion of donor reports submitted on time   | A total of 50 donor reports were due during the reporting period, of which 33 (or 77 per cent) were issued on time  |
| Optimal budget implementation rate  | Expenditure levels compared with the approved budget. Target: 99 per cent   | The 2014–2015 core budget for the secretariat had a budget implementation rate of 47.1 per cent through to June 2014, which is below the ideal implementation rate of 50 per cent. It is expected that the 99 per cent target will be achieved by the end of the biennium |
| Compliance with United Nations financial regulations and rules and UNFCCC financial procedures    | The implementation rate of audit recommendations relating to financial and administrative matters. Baseline: 70 per cent implementation rate. Target: 90 per cent implementation rate | The implementation rate is 83 per cent; two recommendations have been implemented and the remaining recommendation concerning information technology equipment is under active implementation and 50 per cent implemented   |

---

**Objective 2: to facilitate the timely recruitment and retention of staff who meet the highest standards of efficiency, competence and integrity in order to support mandated activities to the largest extent possible (Article 8, paragraph 2(f), of the Convention and Article 14, paragraph 2, of the Kyoto Protocol)**

| <i>Expected result(s)</i>   | <i>Performance indicator(s)</i>   | <i>Performance data</i>  |
|---|---|--|
| Competent and motivated staff reflecting a broad geographical spectrum and gender balance are recruited and retained          | The percentage of staff from Parties not included in Annex I to the Convention (non-Annex I Parties). Actual figures as at March 2013: 50 per cent of staff in the Professional category and above were from non-Annex I Parties. Target: to increase this percentage | As at 30 June 2014, a share of 51 per cent of staff in the Professional and higher levels were from non-Annex I Parties  |
|   | The percentage of women in posts in the Professional and higher categories. Actual figures as at March 2013: 41 per cent of staff in the Professional category and above were women. Target: to increase this percentage to 50 per cent                               | As at 30 June 2014, 40 per cent of staff in the Professional and higher levels were women  |
|   | The percentage of recruitment completed within the required time frame. Baseline: four months per Professional post from advertising to approval by the Executive Secretary. Target: to reduce this time frame to three months  | The targeted time frame for recruiting UNFCCC staff (from the posting of the vacancy announcement on the UNFCCC website to the notification of the selected candidate) is four months. Of the 68 posts advertised in the first six months of 2014, a total of 22 (33 per cent) recruitment cases were completed during the reporting period in accordance with that time frame |
| Staff are provided with adequate training and development opportunities enabling them to achieve their full potential at work | The percentage of training costs versus total staff costs   | A total of 1.14 per cent of the total staff costs were costs of staff training as at 30 June 2014  |

**Objective 3: to provide travel, procurement and general services that respond adequately to the needs of Parties and the secretariat (Article 8, paragraph 2(f), of the Convention and Article 14, paragraph 2, of the Kyoto Protocol)**

| <i>Expected result(s)</i>  | <i>Performance indicator(s)</i>  | <i>Performance data</i>  |
|--|--|--|
| The travel of delegates and staff to official meetings is arranged effectively and efficiently   | The proportion of participants attending meetings versus nominations         | 89 per cent of nominated participants attended meetings (1,196 of 1,345)                               |
| The procurement of goods and services is carried out in a cost-effective and efficient manner in accordance with United Nations regulations and rules and with UNFCCC policies | The percentage of procurement cases processed within established time frames | Almost 99 per cent of procurement cases were processed within the established time frames (348 of 352) |

---

<sup>a</sup> Unless otherwise stated, expected results relate to work both under the Convention and under the Kyoto Protocol.